



# nouvelles du MEXIQUE

seconde époque n° 11-12 et 13

janvier - octobre 1982



*La nationalisation de la banque*

*Miguel de la Madrid : 1982 - 1988*

*Bilan du sexennat*

*Alfonso Garcia Robles,*

*Prix Nobel de la Paix*

408.6139

# NOUVELLES DU MEXIQUE

Revue fondée en 1955 par Jaime Torres Bodet

Abonnement :  
1 an - 20 F

seconde époque n<sup>os</sup> 11, 12, 13  
Janvier - novembre 1982

## SOMMAIRE

**COUVERTURE** : Le Président José López Portillo hissant le drapeau national à la Banque Nationale du Mexique.

### PREMIÈRE PARTIE : BILAN DU SEXENNAT

	pages
COHERENCE ET CONTINUITÉ DE LA POLITIQUE EXTÉRIEURE (11 pages) Nous avons décidé d'adopter face au monde une attitude active et dynamique (extrait du VI rapport de Gouvernement du Président José López Portillo) . . . . .	1 à 3
Discours du Président José López Portillo à l'Assemblée Générale de l'ONU . . . . .	4 à 6
Déclarations du Chancelier Jorge Castañeda . . . . .	7 à 9
Alfonso García Robles, Prix Nobel de la Paix . . . . .	10
La politique extérieure mexicaine demeurera ferme en dépit de la crise, déclaration de l'Ambassadeur Bernardo Sepúlveda Amor . . . . .	11

LES PROGRES ECONOMIQUES REALISES AU COURS DU SEXENNAT 1976 - 1982 (4 pages) (Extrait du rapport du gouvernement du Président López Portillo) . . . . .	12 à 15
---	---------

LA NATIONALISATION DES BANQUES (6 pages) Explication des motifs par le Président López Portillo. Déclarations de M. Carlos Tello Macias. Voyage de deux Secrétaires d'Etat mexicain en vue d'informer les gouvernements européens. Extraits du Décret de nationalisation. Le Président élu approuve la nationalisation. . . . .	16 à 21
--	---------

<b>DEUXIÈME PARTIE : A L'AUBE DU SEXENNAT 1982-1988</b> (5 pages) Le Président Miguel de la Madrid Hurtado : sa vie, sa formation, ses activités. Les résultats des élections. Son programme en politique intérieure et en politique extérieure. Sa rencontre avec le Président Reagan . . . . .	22 à 26
---	---------

<b>TROISIÈME PARTIE : VIE CULTURELLE</b> (7 pages) La Conférence de l'UNESCO à Mexico. Le discours de Fernando Solana Morales, Ministre de l'Education . . . . .	27 et 28
Manuel M. Ponce : aux origines du nationalisme musical, par José Antonio Alcaraz . . . . .	29 à 31
Luis Buñuel : la morale du désir et la représentation par Carlos Monsiváis . . . . .	34 à 36

<b>QUATRIÈME PARTIE : PRÉSENCE DU MEXIQUE EN FRANCE</b> (3 pages) Visite de personnalités, activités culturelles de l'Ambassade, du Centre Culturel Mexicain et de la Maison du Mexique . . . . .	34 à 36
--	---------

### Comité de Rédaction

Président : Ambassadeur Horacio Flores  
de la Peña  
Antonio Villegas Villalobos  
Jaime García Amaral  
Elena de Ribera  
Marina Castañeda

Publications récemment parues 3<sup>e</sup> de couverture

*Dos de couverture :*  
"La Reine des saucissons"  
tableau d'Alberto Gironella

**AMBASSADE DU MEXIQUE EN FRANCE**  
SERVICES CULTURELS  
9, RUE DE LONGCHAMP  
75116 PARIS

## LE BILAN DU SEXENNAT

### Continuité et cohérence de la politique extérieure mexicaine



**Nous avons décidé  
d'adopter face au monde  
une attitude active  
et dynamique**

déclare  
le Président José LOPEZ PORTILLO  
dans son sixième Rapport  
de Gouvernement

*Le sixième Rapport de Gouvernement dont le Président José López Portillo, conformément à la coutume, a donné lecture au Congrès de l'Union le 1<sup>er</sup> septembre 1982, a éveillé de profonds échos dans la population mexicaine et à l'étranger. Tout d'abord en raison de l'importance des mesures économiques annoncées à cette occasion, et sur lesquelles nous reviendrons dans une autre section de cette revue ; et aussi parce que le dernier Rapport d'un sexennat constitue un bilan de l'œuvre accomplie au cours des six années précédentes. L'analyse de la politique extérieure, au lieu de trouver place, comme à l'accoutumée, dans la dernière partie du Rapport, a figuré, cette année, en première partie. Le Chef de l'Etat a ainsi souligné l'éclat exceptionnel de la politique extérieure du Mexique au cours du sexennat qui s'achève. Nous donnons ci-après de larges extraits de ce chapitre initial du Rapport de Gouvernement consacré à l'action du pays sur le plan international.*

Le Président José López Portillo s'est tout d'abord attaché à souligner l'interdépendance des nations, qui se traduit, pour chacune d'entre elles, par une corrélation de plus en plus marquée entre la politique intérieure et l'action diplomatique : "Les problèmes propres au Mexique - remarqua le Président - comme ceux de tous les pays, ne peuvent être résolus, ni même examinés hors du contexte international... Sur le plan économique, le

monde actuel subit les effets de la remise en question du système imposé par les vainqueurs, à la suite de la Deuxième Guerre Mondiale. Aujourd'hui, le processus de détérioration atteint son apogée avec le désordre monétaire, financier et commercial que nous connaissons".

Sur le plan politique, le Président constate que "la situation s'est détériorée d'année en année à une telle cadence que la ten-

sion, la crise et les menaces qui constituent le contexte actuel sont peut être les plus graves que nous ayons connues depuis la fin de la guerre. Le réarmement se poursuit à un rythme effréné, et le système économique mondial lui est sacrifié sans remords. Les zones de conflit armé se multiplient. Il est évident que nous ne pouvons prendre chez nous de dispositions fermes, alors que nous sommes entraînés par le courant extérieur, sur lequel nous ne pouvons exercer aucun contrôle."

"Dans ces circonstances – poursuit le Chef de l'Etat – mon Gouvernement, renonçant à son attitude de spectateur, estimé en raison de la rigueur de ses principes et de la sagesse de ses options, a décidé de se muer en acteur... Sans nous limiter à l'évocation des postulats – autodétermination et solution pacifique des différends, non-intervention et interdiction de faire usage de la force – qui constituent l'aspect traditionnel, et essentiellement défensif de notre politique extérieure, nous avons décidé d'adopter, face au monde, une attitude active et dynamique. J'assume non sans orgueil la responsabilité de ce choix".

### CANCUN : dialogue Nord-Sud possible et nécessaire

Rappelant l'appui donné par le Mexique à l'Organisation des Nations-Unies "qui constitue, en dépit de ses imperfections, le meilleur instrument juridico-politique dont l'Humanité a su se doter", ainsi que la poursuite de "la lutte engagée avec dignité par le Gouvernement précédent pour instaurer un nouvel ordre économique international plus juste", le Président José López Portillo évoque deux initiatives prises par son Gouvernement,

dans le cadre de l'ONU. Tout d'abord, le Plan Mondial de l'Energie, proposé en 1979, qui prévoyait "la rationalisation de la production, de la distribution et de la consommation des produits énergétiques". Les conditions ont changé depuis lors, mais "le Plan Mondial de l'énergie est plus que jamais d'actualité, face au désordre des prix, à l'abandon de projets de développement de sources nouvelles d'énergie, face aux accords à courte vue entre producteurs et consommateurs, à l'autodiscipline mal orientée de ces derniers et au désarroi des pays en développement. La seconde initiative prise par mon Gouvernement a été la réunion à Cancun de 22 chefs d'Etat ou de Gouvernement, représentatifs du Nord et du Sud. Cette réunion a apporté la preuve que le dialogue est non seulement possible mais nécessaire. Le Mexique, pays frontalier, situé entre le Nord et le Sud, a su les réunir sans que se produisent ni affrontements ni polarisations. Il a témoigné de sa présence active dans le monde contemporain et s'est affirmé comme un interlocuteur valable et unanimement respecté".

Affirmant sa présence au sein des Nations-Unies, mon Gouvernement a pris la décision de signer et ratifier sept traités portant sur les Droits de l'Homme – les uns émanant des Nations-Unies, les autres de l'Organisation des Etats américains – dont certains étaient en instance de signature depuis quelque vingt ans. Cette ratification implique pour le Mexique l'obligation, à l'égard non seulement de son peuple mais de la communauté internationale, de respecter les droits de l'homme dans les termes stipulés dans les traités. J'ai tenu à souligner, en sollicitant l'approbation du Sénat, la portée politique de ces traités qui complètent la Réforme politique que nous mettons en œuvre et en sont partie intégrante.



## L'Amérique Centrale : région d'importance vitale pour le Mexique (1)

Nous avons également tenu à donner une large place dans notre politique internationale à une région dont l'importance est pour nous vitale : l'Amérique Centrale et les Caraïbes. Les nations qui en font partie sont, sous tous les aspects, les plus proches du Mexique... Il nous faut concilier des situations apparemment inconciliables : maintenir les bonnes relations, pour l'essentiel, avec les Etats-Unis et en même temps déclarer ouvertement et prouver la sympathie que nous inspirent les luttes engagées par les peuples d'Amérique Centrale et des Caraïbes. Nous avons insisté sur le fait que les petites et fragiles économies de ces pays – à la détérioration desquelles l'incompréhension internationale a largement contribué – requièrent une coopération généreuse à l'exclusion de toute discrimination politique.

"L'accord pétrolier de San José(2), souscrit par nous et par le Venezuela, a résisté non seulement au temps mais à la crise. De 1980 à 1982, l'aide économique apportée à ce titre par le Mexique aux pays de la région a totalisé 700 millions de dollars, montant qui, en termes d'annuités, est identique à celui du plan d'aide aux pays des Caraïbes proposé par les Etats-Unis, bien que la capacité de notre économie soit sans comparaison avec celle de l'économie américaine. Malgré la crise, nous tenons nos engagements car nous entendons, prêchant d'exemple, prouver au monde qu'il est possible d'aider les faibles sans abuser de leur situation, sans leur infliger l'humiliation de devoir accepter une intervention ou de se plier à des conditions idéologiques. Nous agissons envers les autres comme nous voudrions que l'on agisse envers nous".



Soulignant le fidèle appui que le Mexique donna au Nicaragua, le Président proclame "qu'il appartient au Nicaragua seul de résoudre ses problèmes et qu'il serait temps de mettre fin aux pressions économiques et aux menaces d'intervention armée" dont ce pays est l'objet. Le chef de l'Etat rappelle la déclaration franco-mexicaine préconisant une solution négociée au Salvador : "Aujourd'hui, alors que de toute évidence aucune autre initiative n'a donné de résultat, notre proposition apparaît plus que jamais réaliste et prend les proportions d'un cri d'alarme : faute de négociation, ce conflit peut, bientôt et même très bientôt, dégénérer en conflit régionalisé, ce qu'il faut à tout prix éviter."

Par ailleurs, le Mexique a resserré ses liens avec Cuba et, dès 1980, s'est discrètement employé à créer les conditions propices à un dialogue entre Washington et La Havane "en vue de mettre fin au silence qui s'est établi entre deux nations que sépare à peine un détroit de 150 kilomètres". A Managua, en février 1982, le Président du Mexique a formulé des propositions de paix, en vue de favoriser l'établissement d'un climat de détente et de prévenir une extension régionale des conflits. "Nous avons précisé les points de tension, proposé des solutions et des moyens de contact, nous avons enfin entamé des pourparlers de manière à établir le dialogue entre les parties".

(1) Tous les sous-titres ont été ajoutés par la Rédaction

(2) Accord signé le 3 août 1980 par lequel le Mexique et le Venezuela s'engagent à fournir du pétrole dans des conditions privilégiées aux pays de l'Amérique Centrale et des Caraïbes.

Le Président López Portillo ajoute qu'en Amérique Centrale le Mexique a également resserré ses liens de coopération économique avec le Costa-Rica, soutenu le Panama "dans la légitime revendication de sa souveraineté sur le canal, et appuyé l'imprescriptibilité du droit à l'autodétermination du peuple de Belize".

## Pour Washington le Mexique est désormais un interlocuteur valable

Rappelant que le maintien de bonnes relations avec les Etats-Unis constitue, pour le Mexique, la "pierre angulaire" de sa politique extérieure, le Président poursuit en ces termes : "Je peux affirmer que, dans la mesure où nos relations avec les Etats-Unis se sont déroulées dans le respect mutuel, le bilan des six années écoulées est globalement positif. Nous avons, en effet, maintenu le nécessaire, l'indispensable équilibre entre l'aspect économique et les aspects politique et frontalier. Ce dernier point revêt une importance singulière en raison de la présence au-delà du Rio Bravo de nombre de nos compatriotes. Nous avons également coopéré à la lutte contre le trafic de drogue et la contrebande".

"L'ensemble des éléments qui forment nos relations économiques avec les Etats-Unis – thon, impôts compensatoires, barrières douanières, rapports avec le GATT – est atteint par les déséquilibres de la période de transition que nous traversons. Tant que nous ne réussissons pas à mieux diversifier nos échanges avec l'extérieur, l'espace dont nous disposons pour avancer sur le terrain économique bilatéral sera restreint... Par contre, sur le plan politique, nos relations ont subi une évolution dont la portée n'a pas toujours été appréciée à sa juste valeur : pour la première fois au cours de son histoire, le Mexique est devenu un interlocuteur valable auquel les Etats-Unis s'adressent pour traiter de points qui ne relèvent pas directement des relations bilatérales". Parmi les thèmes qui ont fait l'objet de ces échanges de vues, le Président cite la situation en Amérique Centrale et dans les Caraïbes, le conflit des Malouines et la série de négociations globales...

## Diversification des relations et des échanges avec l'extérieur

Soulignant l'élargissement de l'éventail des contacts internationaux du Mexique, qui entretient maintenant des relations diplomatiques avec 140 pays, le Président poursuit : "A ce propos le fait le plus notoire a été le rétablissement de nos relations avec l'Espagne en 1977, qui a suscité, entre nos deux pays, un extraordinaire épanouissement des liens culturels, sociaux, économiques et humains".

"Avec le Brésil, le Canada, l'Espagne, la France, le Japon et la Suède, nous avons conclu des accords globaux de coopération économique qui tiennent compte intégralement et simultanément des aspects de complémentarité industrielle et technologique ainsi que des relations commerciales et financières. Ces instruments, qui offrent des avantages réciproques, nous ont permis d'associer ces pays plus étroitement encore au développement économique du Mexique. Le système a donné des résultats positifs et nous a considérablement aidés dans les moments difficiles de la chute soudaine des prix du pétrole".

Le Président José López Portillo conclut en constatant qu'en dépit des incertitudes du panorama international et de la gravité de la crise mondiale, "la place dont jouit le Mexique dans le monde est digne et sûre. C'est un des principaux motifs d'orgueil de mon administration".

## Devant l'Assemblée des Nations Unies

# Le Président Lopez Portillo souligne les périls du désordre économique mondial

Le Mexique a constamment lié son action à celle des Nations-Unies, parce que nous considérons cette organisation non comme l'ultime recours pour éviter une hécatombe, mais comme le meilleur moyen dont nous disposons pour arrêter le processus susceptible de conduire à cette catastrophe.

Et c'est précisément la raison pour laquelle il est absolument indispensable que soient menées à leur terme les deux négociations fondamentales que le monde attend : celle qui devra conduire à la détente entre les deux grandes puissances et celle qui réorganisera les relations entre les pays ayant des niveaux de développement différents.

La tradition du Mexique, qui est non seulement celle d'un attachement mais encore d'une impulsion aux principes des Nations-Unies, est bien connue, ainsi que sa contribution à ces deux grandes négociations. Ceci est amplement démontré par la Charte des Droits et des Devoirs Economiques des Etats, le Plan Mondial de l'Energie, le Dialogue de Cancún, et le Traité de Tlatelolco.

### Le cercle vicieux de la peur (1)

Nous nous sommes efforcés sans relâche de promouvoir l'évolution des instruments internationaux pour le désarmement à l'échelle universelle et particulièrement en Amérique Latine. Nous estimons en effet que la course aux armements et le développement économique sont des termes antagoniques. Mais tout semble indiquer que l'économie mondiale est sacrifiée à la course aux armements. Les grandes puissances s'arment aux dépens de leurs propres niveaux de vie, provoquant de cette façon la même attitude chez les autres puissances.

Ainsi est créé un dantesque cercle vicieux : plus grande est la tension, plus grande est la préoccupation pour la sécurité ; plus profond est le sentiment d'insécurité, plus importantes sont les dépenses en armement ; et à une majeure concentration des ressources pour l'armement correspond une accentuation de la pauvreté et des inégalités sociales ainsi qu'une aggravation des tensions politiques et sociales.

(1) Sous titres de la Rédaction.

*Le 1<sup>er</sup> octobre dernier, le Président José Lopez Portillo a prononcé devant l'Assemblée Générale de l'ONU, à l'occasion de la XXXVII<sup>e</sup> période de sessions de cet organisme, un message qui constitue un très sérieux avertissement : si l'Humanité entend se soustraire aux périls qui s'approchent, il est urgent de réorganiser les relations entre pays industrialisés et pays en développement. Nous donnons ci-dessous de larges extraits de cet appel à une sagesse salvatrice.*

### De la Charte des Droits et des Devoirs Economiques au Sommet de Cancún

Le Mexique a collaboré également de façon active à l'autre négociation qui devait établir un nouvel ordre économique international, et il a proposé à la communauté des nations l'élaboration d'un document de caractère juridique contenant la doctrine et les normes de base d'un nouveau modèle de relations internationales : la Charte des Droits et des Devoirs Economiques des Etats, adoptée par cette organisation le 12 décembre 1974.

Récemment le Mexique a démontré sa volonté de s'engager dans la lutte pour la justice et pour la coexistence rationnelle, non seulement en ce qui concerne les problèmes généraux ou les vieux conflits, mais également pour ce qui est des questions qui le touchent de très près et pour lesquelles il a pris des risques et fait des sacrifices. Ceci est attesté par le fait qu'en pleine période d'essor pétrolier, un pays exportateur d'hydrocarbures ait proposé un plan mondial de l'énergie.

Je pense que les idées et les initiatives que nous avons formulées dans ce plan mondial de l'énergie sont toujours en vigueur et qu'il est possible de favoriser une transition ordonnée, progressive, complète et équitable entre deux époques de l'Humanité : la présente caractérisée par la consommation prédominante d'hydrocarbures ; et la future qui devra être fondée sur le développement prioritaire de nouvelles sources d'énergie.

Au Venezuela et au Mexique nous avons donné l'exemple en confirmant et en renouvelant, en dépit de la crise actuelle, l'accord de San José, en vue de favoriser les pays d'Amérique Centrale et des Caraïbes en leur garantissant l'approvisionnement en pétrole et en créant des fonds de crédits à faibles taux d'intérêt pour assurer leur développement. Les 700 millions de dollars consacrés uniquement par le Mexique jusqu'à aujourd'hui à cet effet, l'ont été sans condition ni discrimination. Cette somme est égale au total des crédits que les Etats-Unis se proposent d'accorder à cette région.

Notre volonté d'engagement est également démontrée par notre effort en vue d'accroître les possibilités d'une solution négociée dans les conflits sociaux et politiques de cette même région.

Mais la préoccupation et l'effort le plus constant du Mexique dans le domaine international ont pour objet

l'évolution vers un nouvel ordre économique. Telle est la raison pour laquelle nous avons songé à organiser une réunion au sommet des principaux pays industrialisés, et d'un nombre représentatif de nations en voie de développement. Pendant plus d'un an et demi l'Autriche et le Mexique ont multiplié leurs efforts pour que le Sommet de Cancún puisse avoir lieu. Et voici presque un an déjà que cette réunion se déroula en présence de 22 chefs d'Etat ou de gouvernement ou de leurs représentants.

L'on a évoqué à Cancún des paradoxes tragiques que l'on n'a pas pu résoudre : la récession dans les pays du nord, entre autres motifs parce qu'ils manquent de marchés pour des biens dont le sud a besoin mais qu'il ne peut acquérir, par manque de financement ; les fonds liquides des pays du sud qui sont placés dans ceux du nord, afin d'être prêtés à d'autres pays du sud ; la persistance et même l'aggravation de pratiques monétaires et financières qui ont largement démontré leur insuffisance et inefficacité, aussi bien dans le sud que dans le nord.

Face à ces paradoxes, nous avons soutenu que le partage entre pays pauvres et riches du financement du développement était une solution rationnelle, qui constitue le seul chemin possible pour la reprise de l'économie mondiale.

### La montée des périls

Nous avons reconnu, et réitérons aujourd'hui, qu'une grande partie des problèmes du sud sont la faute au sud ; mais également qu'il y en a d'autres, très graves, qui découlent de la relation avec le nord. Nous constatons aujourd'hui que la possibilité pour ces problèmes de toucher mortellement l'économie mondiale s'est beaucoup rapprochée depuis que nous sommes réunis à Cancún.

Les choses ont beaucoup changé depuis lors. En 1982, le monde a vu éclater ou s'aggraver beaucoup de conflits armés ouverts.

Mais ce qui affecte et préoccupe le plus un nombre grandissant de pays, c'est la très grave détérioration de l'économie internationale, en particulier dans les pays pauvres, qu'habitent les trois quarts de l'humanité. Les revenus de plus en plus réduits, découlant de la baisse brutale des cours des matières premières d'une part et, d'autre part, des taux d'intérêt toujours plus élevés et à termes toujours plus courts, constituent les deux branches d'une paire de ciseaux qui menacent de trancher les acquis de certains pays et d'annuler, pour les autres, toute possibilité de progrès. Les taux de croissance, aussi bien dans les pays industrialisés que dans le monde en voie de développement, se trouvent à leurs niveaux les plus bas des dernières décennies. Le chômage, endémique dans les pays pauvres, assume déjà des proportions massives au sein des grandes puissances.

Face à cette situation, surgissent des spectres qui pourraient, si les choses suivent leur cours actuel, sérieusement menacer le monde. Le plus dangereux d'entre eux serait l'éclatement des pressions sociales créées par la crise économique. Il faut le rappeler : les pays en voie de développement ne disposent pas des soi-disant systèmes de protection sociale, ni des moyens de régulation qui amortissent les crises dans le monde développé. Nous en manquons parce que nous ne pouvons pas les payer, qu'il s'agisse d'assurance-chômage ou de grands programmes d'assistance publique.

Un deuxième spectre, qui se montre déjà à une proximité dangereuse, c'est la crise du commerce mondial.

Nous voulons tous exporter davantage, pour résoudre nos problèmes ; nous voulons tous importer moins pour éviter des pertes de devises et de marchés. Mais quand le monde entier souffre d'une récession aiguë, la seule chose exportable est la crise elle-même. Si la récession dans les pays industrialisés continue à faire baisser les prix des matières premières et à limiter l'entrée des exportations manufacturières du sud, nos problèmes et les leurs s'aggraveront.

La balance commerciale positive de l'ensemble des pays industriels est devenue la caractéristique centrale de l'ordre économique international – avec l'exception, pendant une décennie au moins, des soldes créditeurs de quelques pays exportateurs de pétrole. Par une logique inexorable, la grande majorité des pays en voie de développement ont un solde commercial déficitaire.

Maintenir le commerce dans ces conditions implique nécessairement l'apparition de flux de crédit permettant le paiement des marchandises et services en provenance des pays industriels. Le montant de ce crédit, si l'on veut soutenir la croissance des pays du sud et sauvegarder l'emploi dans les pays du nord, devra augmenter continuellement. Et cela encore davantage si le service de la dette accumulée augmente, du fait des taux d'intérêt.

La réduction de l'accès au crédit pour les pays en voie de développement risque d'avoir de graves conséquences, non seulement pour eux mais également pour la production et l'emploi dans les pays industriels.

C'est ainsi que se dessine une troisième menace. Je veux dire par là le grave problème de la désarticulation du système financier international. Comme tout le monde le sait, plusieurs pays très endettés, dont le Mexique, ont dû récemment engager un processus de renégociation de leur dette extérieure.

### Nous pouvons dominer la crise

Aujourd'hui le Mexique et nombre d'autres pays du Tiers-Monde ne pourront régler leurs dettes dans les délais établis à des époques où prévalaient des conditions distinctes de celles qui existent actuellement.

Il ne convient à personne que les paiements soient suspendus et nul ne veut le faire. Mais il ne dépend pas de la volonté et, par conséquent, de la responsabilité des débiteurs, que cette éventualité se produise ou ne se produise pas. La situation requiert le sérieux, le jugement et le réalisme négociateur de toutes les parties en cause.

Nos pays en développement n'entendent pas être asservis. Nous ne pouvons paralyser nos économies et plonger nos peuples dans une misère plus grande pour payer une dette dont les intérêts ont triplé sans notre participation, pour des motifs étrangers à notre responsabilité, et dont les conditions nous sont imposées. Nos pays du sud sont sur le point de rester sans jetons, et si nous ne pouvions poursuivre le jeu, tout ceci s'achèverait dans une déroute générale.

Je veux être parfaitement clair : nos pays du sud n'ont nullement péché contre l'économie mondiale. Nos efforts pour progresser, pour vaincre la faim, la maladie, l'ignorance et la dépendance, n'ont nullement provoqué la crise internationale. A l'origine de cette crise, on trouve plutôt la volonté de réarmer, d'opposer la force à la force, en entraînant, directement ou indirectement, toutes les économies dans ce projet irrationnel.

Mais nous pouvons surmonter la crise.

Le temps nécessaire à cette reprise sera d'autant plus bref que nous pourrions compter sur l'appui décidé de la communauté financière internationale, au lieu de nous

heurter à des réticences et à une volonté de nous punir pour des péchés que nous n'avons pas commis.

### **Le Mexique : exemple typique des difficultés du Tiers-Monde**

Le cas du Mexique illustre parfaitement les divers problèmes qui se posent dans les relations entre le nord et le sud. Notre pays est, en effet, un pays frontalier, entre les deux mondes, tant par son niveau de développement que par sa position géographique, et aussi par les virtualités internes et internationales de ses ressources pétrolières.

Nous avons mené à bien, au cours des dernières années, un grand effort planifié pour faire face aux besoins de notre population, grâce au développement du grand potentiel productif du pays, en accord avec les nécessités de la communauté internationale, et avec un important appui financier de l'extérieur. Pendant quatre années, notre croissance a dépassé le taux annuel de 8 %. Notre infrastructure industrielle a doublé. Nous sommes passés du dix-huitième rang au quatrième parmi les pays producteurs de pétrole. Nous avons, pendant cette période, triplé notre production d'hydrocarbures. Et nous avons pris les mesures qui s'imposaient d'urgence pour favoriser un développement social intensif, en créant quatre millions d'emplois pour les jeunes générations, et pour absorber le retard existant.

Le plus grand essor de notre histoire a été dramatiquement interrompu en 1981. Nos programmes établis dans le cadre de plans et de budgets calculés pour quatre années successives ont été brusquement privés de financement, en raison de la baisse des matières premières, y compris le pétrole, et de l'augmentation des taux d'intérêt des emprunts déjà contractés, ce qui eut pour effet de tripler le montant du service de la dette. Une séquence sinistre d'inflation, de dévaluations, de hausses des prix et des salaires, freina notre croissance. La fuite des capitaux s'éleva, en trois ans seulement, à un niveau deux fois supérieur au total des investissements étrangers existants dans notre pays. Ainsi par la voie du système financier et du libre échange, spécialement favorisé par notre voisinage avec le pays le plus riche du monde, nos réserves se sont vidées. Ceci est vite dit, mais c'est une cruelle réalité pour 70 millions de Mexicains qui commençaient à entrevoir des temps meilleurs.

Nos problèmes, notre être, notre action, ont été déformés par les organes d'expression. On nous a fait apparaître aux yeux du monde comme un peuple inapte à organiser son destin, incapable d'administrer ses ressources et qui, pour cette raison, n'a d'autre possibilité que de se soumettre aux ambitions obstinées des super-puissances. Nos pays en développement ont traversé d'innombrables expériences de cette sorte. Nombre de nos difficultés sont aggravées par des informations qui provoquent par elles-mêmes les résultats qu'elles annoncent.

Aussi après de grands efforts correctifs dans le domaine économique, mon gouvernement a-t-il décidé d'attaquer le mal à la racine et de l'extirper une fois pour toutes.

Il était impossible de concilier une politique de croissance raisonnable avec une liberté spéculatrice des changes. C'est pourquoi nous avons établi le contrôle des devises.

Etant donnée notre frontière de 3000 km avec les Etats-Unis, ce contrôle pouvait fonctionner uniquement avec un système bancaire qui suivit les politiques du pays et de son gouvernement, et non pas ses propres intérêts spéculatifs

et les aléas du chaos financier international. C'est pourquoi nous avons nationalisé la banque.

Nous avons été l'exemple vivant de ce qui se produit lorsque cette énorme masse de capitaux, spéculative et volatile, parcourt le monde à la recherche de taux d'intérêt élevés, de paradis fiscaux et d'une prétendue stabilité de la situation politique et du marché des changes. Ces capitaux décapitalisent des pays entiers, faisant des ravages sur leur chemin. Le monde doit pouvoir les contrôler ; il est inconcevable que nous ne puissions trouver la formule qui, sans interrompre la circulation et les transferts nécessaires, nous permette de juguler un phénomène qui porte un grave préjudice à tout le monde.

Face à ces réalités dramatiques, l'on nous prêche des systèmes de libéralisme économique à outrance, qui ne sont même pas appliqués dans les pays qui les défendent passionnément. Au contraire, le danger de dénationalisation a conduit nombre de gouvernements – dont le mien – à approfondir leurs réformes économiques et à renforcer le rôle des Etats en tant que recteurs des économies nationales. Ce sont là des cas de légitime défense.

Le Mexique est ouvert à la négociation dans tous les domaines et à toutes les tribunes. Nous avons des ressources, une tradition et une histoire nous permettant d'approfondir le sillon tracé par notre révolution sociale et populaire. Nous sommes certains que le sort de notre pays, en tant que frontière entre le nord et le sud, concerne non seulement les Mexicains, mais tous les peuples en voie de développement.

### **Il est urgent d'engager les négociations globales**

Le principe de la souveraineté sur les ressources naturelles et sur les processus économiques n'a jamais été aussi important que maintenant. Les termes des relations viciées dont nous souffrons pourraient conduire à la dissolution de ces mêmes souverainetés. L'ingérence des entreprises multi-nationales, la concentration croissante des moyens financiers, la subordination des systèmes bancaires aux grandes métropoles, les expatriations massives de capitaux, et l'imitation de modèles étrangers de développement mettent en danger l'existence même des Etats nationaux.

Bien que les attaches formelles de la dépendance aient été brisées, ce qui perdure et s'est même renforcé, c'est le schéma de domination qui était à la base du régime colonial. La concentration de la richesse et du pouvoir s'accroît, à mesure que de vastes régions de la planète continuent à se paupériser.

Il faut procéder à une révision judicieuse et engagée des relations économiques internationales. Mais pour pouvoir entreprendre cet énorme effort d'intégration politique et économique, un changement d'attitude est indispensable.

On a trop tendance aujourd'hui à imposer les schémas du passé. On a assisté à l'affrontement, sans issue, dans une dense relation dialectique, des doctrines et des stratégies du changement avec les intérêts créés, de la vocation conciliatrice avec les instincts conservateurs d'empires qui ne sont pas encore sur leur déclin. Les négociations économiques globales constituent l'unique moyen de concilier ces contraires grâce à des formules en accord avec les exigences du moment présent. Leur convocation est urgente, leur tenue ne peut être ajournée. Le lieu est : ici, le moment est : maintenant. Il est temps de dire si l'humanité appartient aux puissants ou si les puissants appartiennent à l'humanité.



# Une politique extérieure active qui reflète l'importance accrue du pays (1)

Par Jorge CASTAÑEDA  
Ministre des Relations Extérieures



Le Mexique est peut-être l'un des pays dont la politique étrangère est la plus constante. Il est certain, que selon les Gouvernements, certains aspects sont plus privilégiés que d'autres. Ceci est logique car les circonstances nouvelles et la modification de la conjoncture entraînent la redéfinition de nouvelles priorités. A mon avis, la politique extérieure du Mexique est dominée par la continuité, bien qu'elle subisse les changements nécessaires qu'impose l'évolution de la situation internationale.

Je pense que le phénomène du changement dans notre politique extérieure se caractérise surtout par la plus grande intensité de cette dernière, laquelle constitue en grande partie le reflet de l'importance accrue que le pays a atteint grâce à l'augmentation de ses ressources. A ceci s'ajoute le fait que le Mexique est une moyenne puissance de 70 millions d'habitants, située dans une région stratégique et de grande importance, où l'on trouve d'immenses ressources naturelles, et c'est en outre un pays qui dans une certaine mesure, dépend du monde extérieur pour assurer sa subsistance grâce au commerce et à un certain nombre d'opérations internationales. C'est pourquoi la politique internationale du Mexique est devenue un instrument essentiel de son progrès interne.

## Une plus grande dimension internationale

Pour la première fois depuis 36 ans, le Mexique est redevenu membre du Conseil de Sécurité des Nations-Unies. Ainsi, depuis 1946, alors que nous n'avions fait partie du Conseil qu'un an seulement, nous nous étions abstenus de participer à ses délibérations, bien qu'en un certain nombre d'occasions la possibilité nous en ait été offerte, éventualité que nous aurions pu accepter très facilement. L'explication tient au fait que d'aucuns pensaient qu'une participation plus active fait courir des risques.

(1) Ce texte reproduit de larges extraits du discours de M. Jorge Castañeda à l'Assemblée Générale des Nations Unies lors du débat sur le désarmement (9 juin 1982) et de ses déclarations à la presse le 23 juin 1982.

L'attitude adoptée par le Président López Portillo a été complètement différente. Il a dit : "Le Mexique est un pays adulte et présent". Bien entendu, cette nouvelle position de pays adulte comportait certains risques. Maintenant, nous savons marcher et il faut avancer quitte à risquer de tomber.

Nous avons été très actifs en tant que membres du Conseil de Sécurité pendant deux ans et finalement il est résulté de cette période un prestige accru pour le Mexique, étant donné l'attitude impartiale, l'attitude constructive dont il a fait preuve au sein de cette assemblée.

Je pense que de façon générale nos propositions ont été écoutées avec attention et le Mexique a acquis une dimension internationale majeure. Bien entendu ce processus a débuté il y a déjà un certain temps, mais il s'est accentué depuis peu.

## Les négociations globales sont proches

C'est dans ce sens que le Gouvernement du Mexique, et plus précisément le Président López Portillo, a adopté une décision de niveau internationale d'importance capitale. Elle a consisté à imaginer, à négocier, à formuler et finalement à organiser puis à tenir à Cancún une conférence – pour la première fois dans l'histoire – réunissant un nombre important de Chefs d'Etat des pays industrialisés et des pays en développement.

Dans le domaine de l'agriculture, dans celui de l'alimentation ou encore des finances internationales, de légers progrès ont été accomplis, et notamment, l'on prévoit la possibilité de conclure un accord selon lequel les Etats-Unis accepteraient la mise en route rapide des Négociations Globales sous les auspices des Nations-Unies.

Il faut reconnaître que dans la pratique les résultats n'ont pas été aussi satisfaisants que nous l'aurions pensé ou désiré, à cause de cette sorte de résistance marquée par les Etats-Unis et, dans une moindre mesure, par d'autres pays développés, si bien qu'à l'heure actuelle les Négociations Globales n'ont pas encore commencé. Néanmoins des progrès importants ont été réalisés il y a peu de temps.

Lors de la réunion à Versailles des pays occidentaux les plus

riches, c'est-à-dire les pays capitalistes, il a été convenu de rechercher un accord sur les Négociations Globales.

Nous fondons de grands espoirs sur la conclusion d'un accord sur ce sujet, lequel fait l'objet de négociations aux Nations-Unies sur la base d'une proposition flexible du Groupe des 77 ; ce texte comporte une série de concessions importantes et il a été accepté par les dix pays membres de la Communauté Economique Européenne, ce qui constitue un signe très prometteur. Cette proposition a été présentée, avec l'appui des membres de la CEE, au Gouvernement des Etats-Unis qui donnera, on l'espère, une réponse favorable d'ici peu. Dans la mesure où ceci se concrétiserait, il serait possible d'amorcer le processus des Négociations Globales, lequel s'étendrait vraisemblablement sur plusieurs années. C'est là la façon de procéder de la Communauté Internationale et c'est ainsi que cela s'est passé dans d'autres domaines, comme par exemple celui de la décolonisation, dont la négociation s'est étendue sur 15 à 20 ans. De même, je pense que pour ce qui se rapporte aux négociations Nord-Sud, elles commenceront bientôt et des progrès partiels seront réalisés.

### **Le désarmement est impératif pour assurer la survie de l'humanité.**

Pays pratiquement désarmé et qui n'éprouve aucun problème spécifique en matière de course aux armements, le Mexique est traditionnellement un des acteurs les plus actifs dans le domaine du désarmement et ce depuis les années 40 lorsque naquirent les Nations-Unies.

Le désarmement est un impératif pour assurer la survie de l'humanité. De même que la mise en place d'un nouvel ordre économique international plus juste, il met à l'épreuve la capacité des Nations-Unies à résoudre les problèmes essentiels de notre époque.

La course aux armements et le développement économique et social sont structurellement incompatibles. Partout dans le monde, les experts ont régulièrement démontré que l'on ne peut continuer à faire des dépenses astronomiques dans le domaine des armements tout en progressant avec assurance sur la voie d'un développement équitable.

Au cours des quatre dernières années, la courbe de croissance des dépenses militaires s'est accentuée et les arsenaux nucléaires se sont considérablement étendus. Entre 1978 et 1981 les dépenses militaires ont augmenté de plus de 60 %, soit de 360 à 600 milliards de dollars en termes réels.

Les ventes d'armes constituent à l'heure actuelle un énorme marché de plus de 120 milliards de dollars par an. A l'heure actuelle, le nombre total d'ogives nucléaires est évalué à près de 54 000, dont environ le tiers correspond à ce qu'on appelle les armes stratégiques, le reste étant constitué par ce qu'on désigne habituellement sous le terme d'armes tactiques. C'est au cours de la même période qu'ont été mises au point de nouvelles générations d'armes nucléaires et qu'ont été définies des doctrines telles que celle qui prétend rendre crédible le rêve selon lequel une guerre limitée serait possible.

Ceci à son tour rapproche et rend vraisemblable l'hypothèse d'une guerre nucléaire mondiale qui pourrait amener avec elle l'extinction de l'espèce humaine.

C'est sans doute un ensemble de facteurs comme celui que je viens de signaler qui a profondément inquiété et alarmé, pour ne pas dire indigné, ceux qui, récemment, ont partout dans le monde manifesté publiquement leur opposition.

On nous dit que le soi-disant pouvoir de dissuasion des armes nucléaires a permis aux Etats-Unis et à leurs alliés européens de vivre en paix sur leurs territoires pendant plus de trois décennies. D'un point de vue strictement formel, ceux qui font l'apologie de la stratégie de la dissuasion nucléaire ont pu se référer à une "paix généralisée" en Europe. Néanmoins, les rapports de force qui ont pour base l'accumulation d'arsenaux nucléaires considérables n'ont été d'aucune utilité pour éviter les conflits militaires sur le restant de la planète. Depuis 1945, plus de 120 guerres civiles ou internationales ont été livrées sur le territoire de plus de 170 pays, situés en majorité dans le Tiers-Monde, et auxquelles ont participé les forces armées de plus de 80 pays.

Bien que l'on ait argué de l'impossibilité de geler le développement et le perfectionnement des armes nucléaires sans être assuré qu'il existe un équilibre entre les deux grandes puissances, il est impossible de trouver une symétrie parfaite, étant donné la dynamique du développement de nouveaux types d'armes nucléaires. Ce qui est important est d'admettre l'existence de l'équilibre en termes globaux.

La prise de conscience de l'existence de cette parité globale s'est faite à partir de l'époque où les deux super-puissances ont su, presque en même temps, fabriquer la bombe thermonucléaire, au milieu des années 1950. Au cours des trente dernières années est apparu un phénomène assez révélateur et significatif : cette parité s'est maintenue et plus est, elle s'est perfectionnée. Chaque progrès de l'une des deux parties, qu'il s'agisse d'armes, de véhicules ou de nouveaux systèmes, a entraîné un effort de l'autre partie afin de rattraper le première, ce qui s'est toujours produit avec succès.

Quelles conclusions peut-on tirer de cette expérience historique ? En premier lieu, aucun progrès, aucune percée technologique réalisés par l'une des parties ne lui concède une plus grande sécurité. La seule chose qui se soit produite durant les trente ou quarante dernières années est le rétablissement de la même parité, mais à un niveau plus élevé, c'est-à-dire plus coûteux, plus risqué, plus difficile à contrôler et de ce fait plus difficile à négocier. Le deuxième point tient à ce que l'équilibre constitue le facteur central du désarmement. Tout désarmement doit partir de là.

Le fait même, pour un pays, d'utiliser des armes nucléaires, entraînerait des risques incalculables pour la vie de ses propres citoyens du fait qu'elle provoquerait une riposte similaire de l'ennemi supposé. C'est pour cela que l'utilisation des armes nucléaires est considérée, avec raison, comme contraire à la défense de la sécurité nationale d'un pays et que la Chine s'est, depuis un certain temps déjà, engagée à ne pas être la première à en faire usage. Les autres puissances nucléaires devraient adopter une politique similaire et chacune devrait faire des déclarations sur ce sujet.

Il découle de ce qui vient d'être dit qu'il ne faut pas ménager les efforts. Il faut apporter notre soutien et contribuer à la Campagne Mondiale sur le Désarmement. Nous plaiderons en faveur d'un large programme de Désarmement qui permette d'engager un processus irréversible de négociations destinées à réduire les arsenaux militaires de tous les pays, à commencer par ceux qui possèdent des arsenaux nucléaires. La première mesure à adopter consisterait à interdire les essais d'armes nucléaires, objectif visé sans succès depuis plus de 20 ans. Une autre décision serait que les Etats-Unis et l'Union Soviétique poursuivent, dans le cadre du Traité SALT II signé en 1979, leurs négociations en vue d'aboutir à des réductions substantielles et à d'importantes limitations qualitatives dans le domaine des armes stratégiques.

Par ailleurs, outre la menace représentée par les armes nucléaires stratégiques, il faut tenir compte du danger important que représentent les armes nucléaires de "portée intermédiaire ou de moyenne portée". Faute d'atteindre rapidement un accord entre les Etats membres de l'OTAN et du Pacte de Varsovie, près d'un demi-millier de projectiles Pershing II et de missiles de croisière seront déployés en Europe Occidentale, à partir de l'année prochaine, outre le fait que le nombre de SS 20 soviétiques ne sera ni ramené à zéro, ni diminué.

Jusqu'à ce jour, les efforts des Nations-Unies en matière de désarmement ont été vains. Laissons de côté la pantomime silencieuse des tentatives passées et mettons nous à l'œuvre avec énergie, reflétant ainsi les inquiétudes des nouvelles générations antibellicistes. Construisons les fondations qui permettront d'éviter que cette génération ne soit la dernière de l'humanité.

### **Le Droit de la Mer**

Par ailleurs, le Mexique a participé très activement à la dernière phase de rénovation du Droit de la Mer. Ce processus débuta en 1971 avec la Troisième Conférence des Nations-Unies et ses travaux préparatoires. J'ai été personnellement très lié à cette réalisation, puisque j'ai présidé la Délégation du Mexique depuis le début des travaux en 1971, pratiquement jusqu'à la fin de ce processus, en avril dernier.

Les résultats sont d'une énorme importance pour le Mexique et pour le monde. Après douze ans de travaux très intenses, de grands efforts, et après avoir surmonté de graves difficultés, il fut finalement possible d'aboutir à une Convention Générale gigantesque, qui ne comprend pas moins de 300 articles et, en outre, diverses annexes, et qui régit pratiquement tous les aspects de l'utilisation des mers, c'est-à-dire toutes les normes créées peu à peu par la coutume internationale depuis plus de trois siècles, et qui, dans la mesure où elles étaient encore en vigueur, ont été codifiées. On a ajouté nombre de normes nouvelles imposées par la réalité internationale actuelle. En particulier, tout ce qui se réfère à l'exploitation des fonds marins situés au-delà de la juridiction nationale. La Convention ne put malheureusement être approuvée à l'unanimité, car les Etats-Unis n'acceptaient pas certaines dispositions, notamment celles qui se réfèrent à l'exploitation des fonds marins situés au-delà de la juridiction nationale. La Délégation nord-américaine s'efforça d'obtenir une modification de ces dispositions, mais d'autres pays, notamment ceux du "Groupe de 77", adoptèrent une attitude très ferme, et s'opposèrent à ce que le vote de la Convention fut retardé plus longtemps. Finalement la Conférence adopta la Convention à une majorité réellement impressionnante : 103 votes favorables et seulement 4 votes contraires, émanant des Etats-Unis, de la Turquie, d'Israël et du Vénézuéla. L'attitude de ces trois derniers pays répondait à derois derniers pays répondait à des motifs très particuliers. Et les Etats-Unis émirent un vote contraire en raison de leur opposition à cette partie de la Convention. Il y eut en outre dix-sept abstentions. Douze d'entre-elles émanaient des pays socialistes mais, en réalité, leur opposition ne touchait pas le fond des problèmes. Aussi sommes-nous persuadés que ce groupe de pays signera finalement la Convention.

Ainsi cette Convention bénéficiera d'un très large consensus lorsqu'elle entrera en vigueur au cours des prochaines années. Nous nous félicitons de ce résultat, qui montre qu'avec de la bonne volonté et lorsqu'il existe une véritable coopération internationale, une conférence à laquelle 150 pays ont participé et qui a duré douze ans peut finalement, en dépit des difficultés, aboutir à un accord satisfaisant.

### **Mexique-Etats-Unis : respect mutuel**

En ce qui concerne nos relations avec les Etats-Unis, il y a certes des problèmes. Il y a eu des problèmes, il y en a et il y en aura vraisemblablement dans l'avenir. Nos relations avec les Etats-Unis sont difficiles pour une série de raisons qui tiennent à l'histoire, à la géographie et aux développements distincts de nos sociétés respectives. Il y a toutefois un élément, qui n'est pas nouveau, mais qui s'est accentué d'une façon assez spectaculaire au cours des dernières années : ces relations se déroulent maintenant sur une base de respect mutuel. Ce qui ne signifie pas que les problèmes aient disparu. Il y a en particulier des problèmes d'ordre économique, principalement en ce qui concerne le commerce, qui font actuellement l'objet de négociations, en dépit des obstacles internes qui, dans chacun des deux pays, rendent les solutions difficiles. Quant au problème des travailleurs immigrés, il se pose depuis 20, 30 ou 40 ans. C'est un phénomène d'une extrême complexité, qui résulte de causes toutes naturelles - simplement le pôle d'attraction que constitue une société aussi riche que celles des Etats-Unis - et qui, pour cette raison, est très difficile à résoudre. Mais je crois qu'une négociation très sérieuse devra être menée à bien par la prochaine administration.

### **Malouines : pour une négociation dans le cadre de l'ONU**

Certains observateurs se demandent quelle doit être notre attitude en présence de la nouvelle situation objective créée en Amérique Latine par le fait que les Etats-Unis, dans le conflit des Malouines, ont pris le parti de la Grande-Bretagne et lui ont donné leur appui. Notre position, face à la question des Malouines, n'a pas changé pour l'essentiel, mais il faudra l'adapter aux nouvelles circonstances. Dès le début du conflit, nous avons fait savoir que nous appuyions, comme nous l'avons fait traditionnellement au cours de l'Histoire, la revendication de la souveraineté

argentine sur ces îles. Mais, en même temps, nous avons condamné l'exercice unilatéral de la force par l'Argentine pour récupérer les Malouines. Maintenant, il convient d'engager un processus de négociation entre les deux pays, afin de déterminer, par cette voie, l'avenir de cet archipel. Nous pensons, pour notre part, que cette négociation doit s'engager dans le cadre des Nations-Unies. Nous avons eu des consultations avec divers pays latino-américains pour savoir ce qu'il conviendrait de faire. Il serait bon que tous les pays latino-américains, sans aucune exception, présentent conjointement le thème à l'Assemblée des Nations-Unies. (1)

### **L'Amérique Centrale et les Caraïbes**

Face aux problèmes spécifiques des pays d'Amérique Centrale, notre politique a été fixée par le Président José López Portillo dans son discours de Managua, qui a eu un énorme retentissement, presque mondial. Dans cette allocution, prononcée le 21 février de cette année, le Président a présenté une série de propositions, en vue de rétablir la paix en Amérique Centrale, ou, du moins, de diminuer les tensions qui se manifestent dans cette région. Il proposa d'intensifier les contacts entre des pays qui n'avaient entre eux que peu de relations. Je me réfère concrètement aux Etats-Unis et à Cuba, aux Etats-Unis et au Nicaragua. Le Président a également repris la proposition présentée conjointement par le Mexique et la France, en vue de favoriser les négociations entre les deux camps qui s'affrontent au Salvador.

Ces aspirations ont été réalisées en partie. Nous aspirions seulement, comme l'a dit le Président, à établir ces communications. Et ceci, nous l'avons obtenu. Après de longues années de silence et d'éloignement, la communication a été renouée entre Cuba et les Etats-Unis, et elle l'a été également entre les Etats-Unis et le Nicaragua. Ces pourparlers n'ont certes pas été engagés sous les meilleurs auspices ; mais la reprise du contact constitue en soi un fait positif.

Au Salvador, par contre, la situation ne s'est nullement améliorée : les élections n'ont rien éclairci. Le Mexique suit de près l'évolution de la situation de ce pays, et si une occasion se présentait, à un moment donné, nous ne manquerions pas d'agir, comme par le passé, de façon constructive, en suggérant des solutions.

### **Nous avons déjà fait la Révolution**

Le cas du Guatemala est très différent. Aucune occasion ne s'est présentée permettant de prendre, dans ce pays, une initiative de caractère international. Nous entretenons des relations correctes avec le Gouvernement guatémaltèque. Nous avons observé scrupuleusement, en dépit de tout, le principe de non intervention, à la frontière du Guatemala. Et, dans la guerre civile qui se déroule dans ce pays, nous nous sommes scrupuleusement abstenus, comme au Salvador, d'aider l'un ou l'autre des camps en lutte. Nous n'avons pas envoyé un pistolet. Notre attitude en ce domaine a été réellement exemplaire.

Certaines personnes envisagent un autre risque : elles pensent que le conflit idéologique et politique qui se déroule dans ce pays pourrait franchir la frontière et que nous nous trouverions ainsi exposés à un conflit du même ordre, dans la partie sud de notre pays. De fait, le Mexique a déjà connu un phénomène de ce genre ; mais c'était il y a 60 ans. L'épreuve fut dure, mais nous l'avons surmontée. Nous avons fait la Révolution. Et c'est ce que le Guatemala est en train de faire : il lui arrive ce qui est arrivé au Mexique entre 1910 et 1920. Et pour cette raison, la situation de nos deux pays est à tel point différente que je ne vois pas comment les conflits qui agitent actuellement le Guatemala pourraient se produire à nouveau au Mexique.

(1) On sait qu'à la suite de ces négociations, une motion présentée sous les auspices de tous les pays d'Amérique Latine, et engageant l'Argentine et la Grande Bretagne à reprendre les négociations sur l'avenir des Malouines, a été votée le 4 novembre 1982 par l'Assemblée Générale de l'ONU par 92 voix contre 12 et 52 abstentions. Les Etats-Unis ont voté la motion, et la France s'est abstenue.

# ALFONSO GARCIA ROBLES

## PRIX NOBEL de la PAIX



Né à Zamora (Etat de Michoacán) le 20 mars 1911, M. Alfonso García Robles est licencié en Droit, diplômé de l'Institut des Hautes Etudes Internationales de la Faculté de Droit de l'Université de Paris (1936) et de l'Académie de Droit International de La Haye (1938).

Directeur de la Division Générale des Affaires Politiques du Secrétariat des Nations-Unies, de 1946 à 1957, puis Ambassadeur du Mexique au Brésil, M. Alfonso García Robles fut, de 1964 à 1970, Secrétaire d'Etat aux Relations Extérieures.

M. Alfonso García Robles possède une profonde expérience des organismes internationaux dans le cadre desquels il a accompli une partie de sa carrière. En 1969 et 1970, il fut, en effet, Président de l'OPANAL, l'organisme créé pour mettre en œuvre le Traité de Tlatelolco visant la proscription des Armes Nucléaires en Amérique Latine. M. Alfonso García Robles a été appelé en 1970, au poste de Représentant permanent du Mexique aux Nations-Unies.

M. Alfonso García Robles a été Chancelier du Mexique (Ministre des Relations Extérieures) de novembre 1975 au 1<sup>er</sup> décembre 1976 ; puis à partir de cette date jusqu'à ce jour, il a occupé le poste de Délégué Permanent du Mexique au Comité de Désarmement.

En sa qualité de Négociateur et de signataire du Pacte de Tlatelolco (du 12 février 1967), qui a créé la première zone dénucléarisée du monde, puis de représentant du Mexique au Comité de Désarmement, M. Alfonso García Robles a consacré tous ses efforts à la lutte en faveur de la paix et du désarmement.

M. Alfonso García Robles est l'auteur de divers ouvrages portant, pour la plupart, sur des questions de Droit International : *La Conferencia de San Francisco y su*

*obra*, México, 1946 ; *L'Université de Paris à travers les Siècles*, New York, 1946 ; *The Denuclearization of Latin America*, New York, 1967 ; *Mesures de Désarmement dans les zones particulières : le Traité visant à l'interdiction des Armes Nucléaires en Amérique Latine*, Académie de Droit International de La Haye, 1971.

Dès que la décision du Jury Nobel fut connue à Mexico, le Président José López Portillo adressa ses "plus enthousiastes félicitations" à M. Alfonso García Robles "Mexicain illustre qui, dans toutes les assemblées où il a représenté notre patrie, a défendu brillamment la doctrine, les thèses et les principes du Mexique en politique extérieure".

Pour sa part, le Président élu M. Miguel de la Madrid Hurtado déclara que l'octroi du Prix Nobel à M. García Robles constitue "un légitime sujet d'orgueil pour le pays".

Le Chancelier Jorge Castañeda souligna que "le labeur réalisé par l'Ambassadeur García Robles s'inscrit dans les principes traditionnels de la politique extérieure du Mexique, dont il a été le fidèle interprète" "Il s'agit -ajouta M. Jorge Castañeda - d'une coïncidence entre l'activité professionnelle personnelle d'une part et, d'autre part, la politique extérieure fixée, en matière de désarmement, par les successifs Gouvernements issus de la Révolution Mexicaine. Représentant de la meilleure tradition diplomatique de notre pays, l'Ambassadeur García Robles est le dépositaire de la conscience pacifiste de notre pays".

Le Sénat, sur proposition de M. Hugo Margain, adressa un message de félicitations à l'Ambassadeur García Robles et, les députés, debout, lui rendirent un hommage unanime.

# LA POLITIQUE DU MEXIQUE DEMEURE FERME EN DEPIT DE LA CRISE ECONOMIQUE

Une déclaration de M. Bernardo SEPULVEDA AMOR  
Ambassadeur du Mexique aux Etats-Unis

Le 9 septembre 1982, le Président José López Portillo a déclaré que la politique extérieure du Mexique demeurera ferme et inaltérable. Cette déclaration fut faite à l'occasion de la décision élevant le Ministre des Relations Extérieures, M. Jorge Castañeda, au rang d'Ambassadeur émérite. (Voir notre information ci-dessous).

Ces déclarations ont apporté une éclatante confirmation aux paroles prononcées quelques jours plus tôt, le 24 août par l'Ambassadeur du Mexique aux Etats-Unis, M. Sepúlveda Amor, au cours d'une conférence de presse organisée à Washington. Le thème principal de cette rencontre entre le représentant du Mexique et les journalistes nord-américains était l'accord, signé quelques jours plus tôt, en vertu duquel le Mexique livrera cent mille barils de pétrole par jour pour les réserves stratégiques des Etats-Unis, jusqu'à concurrence d'une somme d'un milliard de dollars.

*"La profonde crise économique que vit le Mexique – déclara M. Bernardo Sepúlveda – n'affectera en aucune façon ni l'indépendance de sa politique extérieure, ni sa manière d'envisager la crise de l'Amérique Centrale, qui diffère de celle des Etats-Unis"*.

M. Bernardo Sepúlveda Amor rappela, en effet, que le Gouvernement mexicain est opposé à toute solution de force, au Salvador, et, dans toute l'Amérique Centrale. Les élections de mars dernier, au Salvador bien qu'elles aient été marquées par une large participation populaire, *"ont néanmoins laissé de côté les forces politiques de l'opposition, avec lesquelles il est nécessaire de négocier. Nous restons partisans d'une solution pacifique et négociée du conflit salvadorien"*.

Sur le plan des relations bilatérales entre Mexico et Washington, l'Ambassadeur Bernardo Sepúlveda Amor déclara que le Gouvernement nord-américain avait *"apporté une réponse très positive"* aux difficultés économiques du Mexique. Le diplomate mexicain donna un démenti catégorique aux rumeurs selon lesquelles l'accord sur les livraisons de pétrole avait été assorti de conditions politiques. *"Cet accord constitua – dit-il – une opération strictement financière, sans aucune condition d'ordre politique."*

En ce qui concerne la politique extérieure du Président Miguel de la Madrid, l'Ambassadeur Bernardo Sepúlveda Amor estima qu'elle serait, comme la politique du Président López Portillo,

*"fondée sur des principes et non sur des critères économiques"*. *"l'objectif de notre politique internationale – conclut l'Ambassadeur du Mexique – n'est pas d'être agréable ou sympathique à d'autres gouvernements"*.

## INITIATIVE DE PAIX MEXICANO-VENEZUELIENNE EN AMERIQUE CENTRALE

M. José López Portillo, Président du Mexique et M. Luis Herrera Campins, Président du Venezuela, ont adressé, le 7 septembre 1982, deux lettres respectivement au Président du Honduras, M. Roberto Suazo Córdova, et au Coordinateur de la Junte du Gouvernement de Reconstruction Nationale du Nicaragua, le Commandant Daniel Ortega, dans lesquelles il exprimaient leur *"grave préoccupation"* face à la détérioration de la situation en Amérique Centrale.

Evoquant *"avec une particulière sympathie l'initiative de paix présentée par le Honduras à l'OEA"*, les Présidents du Mexique et du Venezuela exprimaient le souhait que *"toutes les personnes exerçant des postes de responsabilités"* au Honduras et au Nicaragua *"s'abstiennent de toute déclaration ou de toute action susceptibles d'aggraver la situation"*. Les Présidents du Mexique et du Venezuela se déclaraient disposés *"si les deux parties le jugeait utiles, à collaborer à la recherche de solutions mutuellement acceptables pour le Honduras et le Venezuela"*.

M. José López Portillo et M. Luis Herrera Campins ont adressé à la même date une lettre au Président Donald Reagan, pour lui faire part de leur démarche conjointe auprès des Chefs d'Etat du Honduras et du Nicaragua, et pour lui suggérer *"un examen conjoint des voies qui restent ouvertes en vue de freiner l'inquiétante escalade actuelle et de conjurer la menace d'un dénouement dangereux"*.

## M. CASTAÑEDA ELEVE AU RANG D'AMBASSADEUR EMERITE

Le Président José López Portillo a décidé d'élever l'Ambassadeur Jorge Castañeda, Ministre des Relations Extérieures, au rang d'Ambassadeur émérite. Au cours d'une brève cérémonie qui, à cette occasion, s'est déroulée à la Résidence présidentielle de Los Pinos, le 9 septembre 1982, le Président du Mexique a fait l'éloge du *"profond patriotisme et de l'extraordinaire compétence"* du Chancelier Castañeda, *"l'un des piliers de la lutte que soutient le Mexique pour sa dignité"*.

Les autres diplomates élevés à la dignité d'Ambassadeurs émérites sont MM. Alfonso García Robles, Prix Nobel de la Paix 1982, Luis Padilla Nervo, Antonio Carrillo Flores et Rafael de la Colina.

# Les progrès économiques réalisés au cours du sexennat 1976 – 1982

par le Président José LÓPEZ PORTILLO

*Dans un important chapitre de son sixième Rapport de Gouvernement lu devant le Congrès le 1<sup>er</sup> septembre 1982, le Président José López Portillo a fait le bilan des changements de structure économique, des progrès qualitatifs et quantitatifs réalisés au cours du sexennat 1976-1982, dans une large mesure grâce aux exportations pétrolières. "Il convient – dit-il de reconsidérer sereinement, les objectifs que nous nous étions fixés, les résultats obtenus et les progrès réalisés".*

Compte tenu de la situation dans laquelle se trouvait le pays lors de mon arrivée au pouvoir, de sa position internationale et des perspectives de développement offertes, nous avons décidé, après avoir restauré l'économie, d'opter pour une croissance rapide propre à augmenter les possibilités d'emploi. Une telle décision impliquait la mise en place, pour la première fois dans notre histoire, d'un plan totalisateur propre à accélérer l'expansion économique.

Certes nous aurions pu, comme nombre d'autres pays, choisir une politique de restriction économique. L'expérience de ceux qui ont opté pour cette solution démontre que le sacrifice eut été inutile : chômage, récession, fragilité politique, dépendance croissante, injustice et répression galopantes et, de surcroît, la permanence inexorable de l'inflation. Le spectacle qu'ils nous offrent montre bien ce que ce sacrifice eut signifié pour nous. Nous aurions en effet conservé nos problèmes sans obtenir les résultats matériels, sociaux et politiques auxquels nous sommes parvenus et qui constituent la base réelle sur laquelle repose le devenir du pays.

Le défi consistait à planifier une nouvelle stratégie de développement, conçue en trois étapes de deux ans : récupération que nous avons déjà réalisée ; consolidation et croissance accélérée qui se chevauchaient.

Cette stratégie nationale, cette alliance pour stimuler le développement et transformer la structure de production exigeait la réduction graduelle du financement extérieur grâce à la consolidation d'un courant d'exportations permanentes. C'est là que le pétrole allait entrer en jeu. Le pétrole était l'unique ressource permettant de créer des revenus excédentaires que nous appliquerions à la solution de nos autres problèmes.

Lors de notre campagne électorale, nous avons déclaré que le fait d'être un pays en développement nous enfermait dans le cercle vicieux du financement : nous ne pouvions développer nos ressources faute d'un financement que seul le développement de ces dernières pourrait nous procurer.

Dans la conjoncture internationale, le prix du pétrole était alors favorable et nous avons pu échapper au cercle dans lequel nous étions prisonniers.

Nous l'avons fait en toute connaissance de cause, conscients de participer à un jeu international dangereux. Si nous n'avions pas tiré parti de la brève opportunité qui nous était offerte d'obtenir les crédits nécessaires à la construction d'installations pétrolières et industrielles à une cadence jamais égalée et d'exporter en outre du pétrole dans des conditions exceptionnelles et passagères, nous aurions fait preuve de manque de vision. Il s'agissait de transformer un produit périssable en sources permanentes d'emploi et de production.

En 1976, les réserves prouvées étaient de 6 milliards 338 barils. Elles sont à l'heure actuelle de 72 milliards 8 millions. De la dix-huitième place dans le monde nous sommes passés à la quatrième, après l'URSS, l'Arabie saoudite et l'Iran. Le rapport réserve-production est de 55 ans ; il était de 19 ans en 1976. Les réserves probables sont de 90 milliards de barils et les réserves potentielles de 250 milliards de barils.

Notre exportation moyenne pour 1982 s'élève à environ un million cinq cent mille barils par jour, représentant des recettes supérieures à 14 milliards de dollars, rappelons qu'il y a six ans nos exportations étaient pratiquement nulles.

En ce domaine, le Mexique a réalisé au cours des dernières années un effort sans équivalent dans le monde. En 1976, la production nationale de pétrole était de 800 mille barils par jour, chiffre qui fut multiplié par trois et demi, atteignant, en 1982, 2 millions 850 mille barils par jour. De la treizième place dans le monde, nous sommes passés à la quatrième place, immédiatement après l'URSS, l'Arabie et les Etats-Unis. Notre part de la production de pétrole sur le marché mondial a passé de 1,8 % en 1977 à 4,4 % en 1981. La production de gaz a doublé, passant de 2 milliards 100 millions de pieds cubes en 1976 à 4 milliards 300 millions en 1982. Pratiquement 98 % de ce gaz est utilisé.

Dans le secteur pétrochimique, la capacité installée, qui était de 4 millions de tonnes en 1976, est aujourd'hui de 14 millions. Au cours des cinq dernières années, 23 usines pétrochimiques et 21 unités d'appui sont entrées en activité. Le complexe unitaire de "La Cangrejera", le plus grand du

monde puisqu'il inclut vingt usines, fonctionne normalement depuis l'année dernière. Au nombre des grands investissements réalisés dans ce secteur, nous citerons le gazoduc du Système national de gaz, l'ensemble de 58 plates-formes maritimes installées dans la sonde de Campeche, le réseau d'oléoducs sous-marins dans la même région dont la longueur est de 673 Km, les raffineries de Cadereyta et de Salina Cruz, les grands travaux portuaires de Dos Bocas, Cayo de Arcas, Salina Cruz et Lázaro Cárdenas-Las Truchas.

Le programme d'investissement de Pemex dans les industries pétrolière et pétrochimique de 1977 à 1981, s'élève à 27 milliards de dollars. En termes d'investissement, c'est près de trois fois celui du gazoduc européen qui fait actuellement l'objet de discussions, et pratiquement deux fois le montant des prêts consentis à l'Amérique latine par la Banque mondiale dans le même laps de temps.

### Les progrès dans le domaine de l'énergie

L'offre d'énergie électrique a pratiquement doublé de 1977 à 1982. Nous avons pu faire face à la demande et atteindre les deux-tiers de la population rurale. Nous nous étions engagés à installer une capacité de 8 millions 500 mille KW qui était en voie de construction. Nous avons dépassé cet objectif et prévoyons maintenant 9 millions 600 mille KW.

En outre, nous avons achevé d'impressionnants travaux à la réalisation desquels nous avons appliqué une technologie avancée. Grâce à ces travaux, nous avons pu de 1977 à ce jour augmenter de 63 % la production d'énergie thermo-électrique, de 44 % celle d'énergie hydro-électrique et de 240 % la production d'énergie géothermique.

Le réseau de lignes de transmission s'est développé de plus de 60 % et le nombre des sous-stations de transformation a quasiment doublé. Nous avons terminé le programme de changement de fréquence de 50 à 60 cycles par seconde et le nombre d'utilisateurs a augmenté de 42 %. De plus, nous avons diversifié les sources de productions d'énergie et notamment

celles qui utilisent le charbon et l'énergie nucléaire. Rio Escondido, (Etat de Coahuila) et Laguna Verde apportent l'exemple de ce que l'imagination, l'effort et la faculté d'adaptation peuvent faire pour passer de l'ère du pétrole à celle de sources d'énergie renouvelables.

### Transports et communications

Au chapitre des transports et communications, nous avons dû faire face à une demande croissante. De 1977 à 1981, le transport automobile public de passagers a augmenté chaque année en moyenne de 12,1 %, alors que le transport des marchandises augmentait de 10 %. En vue d'utiliser de manière rationnelle les ressources disponibles, il a été procédé à la fusion administrative de nos cinq entreprises de chemin de fer qui ont été équipées de locomotives et de wagons neufs. De plus, 200 kilomètres de voie ferrée de la ligne reliant Coróndiro et Lázaro Cárdenas et de lignes à double voie ont été construits. Le processus d'électrification a été également entrepris.

La croissance rapide des deux compagnies nationales d'aviation a conduit à leur fusion administrative et opérationnelle en vue de leur permettre de faire parfaitement face à la demande nationale et étrangère. L'infrastructure des télécommunications à son tour s'est considérablement élargie grâce à l'extension du réseau téléphonique de micro-ondes, telex, transmission par fac-similés, etc...

Les émissions de la télévision de la République mexicaine qui atteignaient 9 % de la population sont reçues désormais par 90 %, ce qui permet de faire bénéficier 300.000 enfants de l'enseignement secondaire télévisé, d'appuyer les programmes d'alphabétisation, d'enseignement primaire et supérieur, de formation technique des paysans et de diffuser des programmes d'un contenu social et culturel élevé.

Le tourisme d'accueil et le tourisme frontalier, deuxième source de devises à l'échelon national, a drainé depuis 1976 plus de 6 milliards de dollars grâce auxquels notre balance bien que diminuée reste favorable.

Le secteur transport a créé environ 160.000 emplois, soit 30 % de plus qu'il y a six ans.

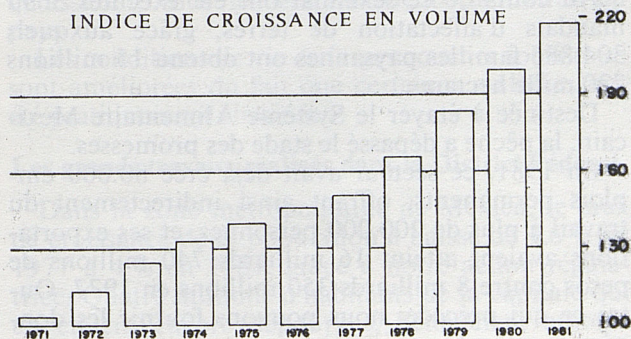
### Engrais, sidérurgie et industries de transformation

En 1977, nous avons commercialisé 3 millions de tonnes d'engrais, ce chiffre est passé aujourd'hui à 4 millions 500 mille. Nous sommes en outre sur le point de tripler la capacité installée.

Quant à l'acier, le secteur public a augmenté sa part de l'offre nationale à 60 %. En 1981, sa production était de 4 millions 300 mille tonnes, et d'importants travaux d'amplification ont été entrepris. De 5 millions 300 mille tonnes en 1976, le pays, dans son ensemble, est donc parvenu à 7 millions 600 mille tonnes en 1981.

### PRODUCTION INDUSTRIELLE

Base 1970 = 100



## PRODUCTION PETROLIERE

Année	Réserves prouvées milliards de barils	Production en volume en millions de barils		Taux de croissance %
		Par an	Par jour	
1976	11.2	327.3	0.897	11.3
1977	16.0	396.2	1.085	20.9
1978	40.2	485.3	1.329	22.5
1979	45.8	541.7	1.484	11.6
1980	60.1	708.5	1.936	30.8
1981	72.0	843.9	2.312	19.1

Les programmes d'encouragement de l'Etat se sont étendus pratiquement à l'ensemble des activités industrielles au cours du sexennat.

Au moyen de ces programmes, 52 % du nouvel investissement du secteur manufacturier ont été ajustés progressivement aux priorités établies : agro-industries et biens d'équipements et de productions stratégiques pour le secteur, tel le ciment et l'acier.

Au cours de la période 1977-1981, 42 projets de biens d'équipement ont été lancés, représentant un investissement approximatif de deux milliards de dollars. Entre 1981 et 1985, des usines productrices de biens d'équipement et des chantiers navals entreront en service, soit approximativement 90 % de cet investissement. Dans le secteur de production de biens d'équipement, comme dans nombre d'autres, le Mexique s'efforce de réaliser en quelques années ce que les pays industrialisés ont mis plus de deux siècles à obtenir. Nous sommes en passe de produire les biens d'équipement qui nous permettront d'augmenter notre capacité d'autodétermination.

La distribution régionale de l'emploi facilitée par ces investissements indique là encore qu'un nouvel équilibre a été atteint. Cinquante pour cent des nouveaux postes créés à la faveur de ces investissements se situent dans les quatre ports industriels et dans les villes de haute priorité pour le développement urbain industriel.

Au cours des quatre dernières années, le produit intérieur brut de l'industrie nationale dans son ensemble a atteint un taux de près de 9 %, c'est-à-dire qu'il s'est développé selon le rythme prévu pour cette période par le Plan National de Développement Industriel. J'ajouterai même qu'en 1981 encore, il dépassait cette moyenne de presque 1 point.

La croissance de l'emploi dans le secteur industriel a été à nouveau supérieure à 7 % en 1981, renforçant ainsi les résultats d'un quinquennat caractérisé par un taux annuel moyen d'augmentation de l'emploi de 5,5 %, chiffre sans précédent dans l'histoire du pays.

## Vers l'autosuffisance alimentaire

Des raisons de justice sociale et de souveraineté nationale nous ont conduits à donner priorité à la production d'aliments.

L'Alliance pour la production, entre Etat et paysans, a permis de faire passer le volume des dix principales cultures qui, en 1977, était de 19 millions 987 mille tonnes, à 23 millions 500 mille en 1980 et de produire, durant le campagne de 1981, 28 millions 600 mille tonnes de céréales et oléagineux, c'est-à-dire 60 % de plus qu'il y a six ans.

En mars 1980, j'ai proposé à la Nation le Système Alimentaire Mexicain et, en décembre de la même année, le Congrès de l'Union a approuvé la Loi de Développement Agropastoral. L'un et l'autre instruments ont si bien stimulé les activités dans le secteur agricole que nous avons pu atteindre l'objectif que nous nous étions fixé : l'autosuffisance en ce qui concerne le maïs, les haricots, le riz et le blé. Ainsi, l'alimentation d'une population qui de 1976 à ce jour s'est accrue de 11 millions d'habitants se trouve aujourd'hui garantie.

Pour le blé, nous avons pendant l'hiver 1981-1982 obtenu avec 4 millions 300 mille tonnes, une récolte sans précédent qui assure largement notre autosuffisance.

Au cours de la période qui fait l'objet du présent Rapport, nous avons battu tous les records enregistrés en matière de production de maïs, de haricots et de riz avec 14 millions 766 mille, 1 million 469 mille et 644 mille tonnes respectivement, les progrès étant de 19,51 % et 41 % par rapport à l'année précédente.

L'administration actuelle a augmenté la surface des terres cultivées de 3 millions 350 mille hectares. - 2 millions 387 mille en culture sèche et 963 mille sous irrigation - soit la plus vaste superficie qui, dans toute l'histoire du Mexique, ait été ouverte à la culture en un sexennat. Grâce à cet effort mené sur tous les fronts le secteur agropastoral a enfin surmonté l'abandon où il était relégué et retrouvé son dynamisme en maintenant un taux de croissance moyen annuel de 4,5 %. En 1981 le progrès a été extraordinairement vigoureux (8,5 %) et notre croissance a été huit fois plus rapide que pendant les six années précédentes.

Au cours de ce sexennat ont été exécutés 3697 mandats d'affectation de terres, grâce auxquels 304.886 familles paysannes ont obtenu 15 millions 720 mille hectares.

Destinée à étayer le Système Alimentaire Mexicain, la pêche a dépassé le stade des promesses.

En 1981, ce secteur avait déjà créé 80.000 emplois permanents, offrant ainsi indirectement du travail à plus de 200.000 personnes, et ses exportations avaient atteint 16 milliards 740 millions de pesos contre 8 milliards 350 millions en 1977. Outre ce qui précède, nous pouvons fournir les données comparatives ci-après :



Entre 1977 et 1981, le rythme de croissance de l'économie mexicaine a dépassé de 60 % celui de l'économie mondiale, de près de 20 % celui des pays en développement et des pays socialistes, et de 100 % environ celui des pays industrialisés.

### **Emploi et niveau de vie**

En matière de subventions et de salaires, l'effort national n'a pas été stérile. En 1970, le salaire minimum quotidien, dans le District Fédéral correspondait au prix d'achat de 28 kilos de "tortillas"; en août 1982, après la hausse des prix, il permettait d'en acheter 33 kilos; en 1970 ce même salaire correspondait au prix d'achat de 220 "bolillos", et de 364 en 1982. Et il en est de même pour d'autres produits essentiels. Une comparaison analogue entre le pouvoir d'achat du salaire minimum en 1970 et en 1982 nous amène à constater que, en ce qui concerne l'huile, par exemple, les chiffres correspondants sont 4 et 6,5 litres; pour les haricots, 9 et 16 kilos; le lait, 12 et 23 litres; le sucre, 20 et 29 kilos; le riz, 8 et 15,5 kilos; les œufs, 3 et 8,2 kilos; et les tickets de métro, 32 et 364.

La création, en quatre ans, de 4.258.000 emplois et l'abaissement du taux de chômage de 8,1 à 4,5 % témoignent de la cohérence de notre politique sociale.

Comme nous l'avions promis, tous les enfants mexicains reçoivent aujourd'hui l'instruction primaire et 90 % de ceux qui sortent des écoles primaires font des études secondaires; le taux d'analphabétisme a été sensiblement abaissé; nous avons multiplié les centres d'études techniques dont le nombre a été porté de 14 à 220 et dont la population scolaire passera elle-même de près de 10.000 à plus de 120.000 élèves; nous avons quadruplé le chiffre des inscriptions au système d'enseignement terminal et doublé celui de l'enseignement supérieur qui pour l'année universitaire 1982-1983 atteint un million 70 mille étudiants. Nous avons créé l'université pédagogique nationale qui contribue au perfectionnement de 104.000 enseignants diplômés des écoles normales.

Il y a six ans, 60 % seulement des Mexicains bénéficiaient de services médicaux. Aujourd'hui, 85 % de la population, c'est-à-dire près de 60 millions de Mexicains, ont droit aux soins médicaux qu'assurent tous les établissements sanitaires du pays.

Les conditions de vie de larges couches sociales se sont améliorées du fait que certaines maladies ont été pratiquement éliminées.

### **Les grands travaux réalisés dans le District Fédéral**

Dans la zone métropolitaine de Mexico, le taux de croissance de la population a baissé de 4,6 % en 1977 à 4 % en 1981, grâce à notre action régulatrice. Quatre millions d'habitants de la capitale qui en étaient encore dépourvus, bénéficient aujourd'hui

d'hui de services d'eau potable grâce à l'installation de canalisations sur une longueur de 3.250 kilomètres, soit plus que la distance de Cancún au Brésil ou de Paris à Moscou. Grâce aux ouvrages du Cutzamala et autres le volume d'eau potable qui afflue à Mexico a été accru de 6.000 litres par seconde; et le réseau des égouts a été prolongé de 22 kilomètres.

Le métro qui en 1976 transportait sur 37,3 kilomètres, avec 528 wagons, un million 600 mille voyageurs par jour, parcourra 80 kilomètres en 1982 et transportera en novembre, avec 1.386 wagons, 5.500.000 passagers par jour, près de quatre fois plus qu'au début de ce sexennat. Sont encore en construction 31 kilomètres de voies et 742 wagons.

Trente-quatre artères de grande circulation donnent une physionomie nouvelle à la capitale. Huit kilomètres et demi ont été ajoutés à l'anneau périphérique, huit kilomètres au circuit intérieur et de nouveaux grands ponts améliorent la circulation urbaine. Nous entreprenons de reconstituer les espaces verts de notre capitale avec la plantation de 119 millions d'arbustes.

Le Grand Temple des Aztèques qui a ressurgi de nos jours comme le symbole d'une culture supérieure et, tout près de là, le centre historique de la capitale, dont la première phase des travaux de restauration est achevée, ont su préserver, en lui rendant tout son lustre, la splendide histoire de la Tenochtitlán indienne, de la "Cité des palais" coloniale et du Mexico moderne.

### **Minimum de bien-être pour les classes défavorisées**

Pour être à même de donner plus rapidement à chaque famille un logement décent, on a construit 807.000 habitations nouvelles, dont 262.000 durant l'année en cours. Par ailleurs, on a lancé des programmes de fourniture de matériaux de construction, encouragé la mise au point des techniques requises par les systèmes d'autoconstruction et créé un mécanisme de financement de logements sociaux destinés aux secteurs de la population qui ne disposent que d'un faible revenu.

Nous avons multiplié par 87 le montant des ressources allouées à la population rurale marginalisée. En créant 3.204 dispensaires ruraux et 61 hôpitaux de campagne qui actuellement desservent 18 millions d'habitants; en aménageant 276 magasins régionaux permettant d'approvisionner 12.000 boutiques paysannes qui, directement gérées par les communautés, évitent les intermédiaires, l'usure et la prévarication de fonctionnaires corrompus; en installant 3.200 réseaux d'adduction d'eau potable - plus 800 autres réparés ou prolongés -; en ouvrant 18.539 kilomètres de chemins ruraux qui ont mis un terme à l'isolement; il a été possible d'apporter un minimum de bien-être à des millions de compatriotes qui, auparavant, n'avaient même pas l'espoir de connaître un jour ces améliorations.

# La nationalisation des banques

*La nationalisation des banques, présentée à juste titre comme la mesure la plus importante décidée au Mexique depuis la nationalisation du pétrole par le Président Lázaro Cárdenas, en mars 1938, a été annoncée, ainsi que l'établissement du contrôle des changes, par le Président sortant, M. José López Portillo, au cours de son sixième et dernier Rapport de Gouvernement, le 1<sup>er</sup> septembre 1982. A cette occasion, M. José López Portillo a longuement analysé les données économiques qui ont imposé l'adoption de ces mesures.*

La chute du cours du pétrole nous a atteint de plein fouet. De là la perte de vitesse de la plus dynamique des exportations mexicaines et la baisse progressive des rentrées de devises qui étaient destinées à financer nos plans. Un autre coup nous a été porté par l'augmentation de la dette extérieure, qui se montait, en juillet de cette année, à 76 milliards de dollars, dont 80 % correspondant au secteur public et 20 % au secteur privé.

Or pour tous en général, mais pour les pays en développement en particulier, l'élévation des taux d'intérêt explique en grande partie la détérioration de l'économie : de 1978 à 1981 le taux d'intérêt appliqué sur les emprunts internationaux est passé de 6 à 20 %. Telle est l'explication partielle, sans doute, mais véritable de l'augmentation du montant des intérêts dont doivent s'acquitter les pays en développement : de 14,2 milliards de dollars en 1978, les paiements à effectuer à ce titre ont atteint 38 milliards en 1981. Dans le cas du Mexique, le paiement des intérêts sur la dette publique et privée documentée, qui en 1978 se montait à 2,606 milliards, a absorbé 8,2 milliards en 1981. La structure même de la dette extérieure – dans le cadre de laquelle les financements à court terme ont pris une large place – a également contribué à accroître le poids des intérêts à acquitter.

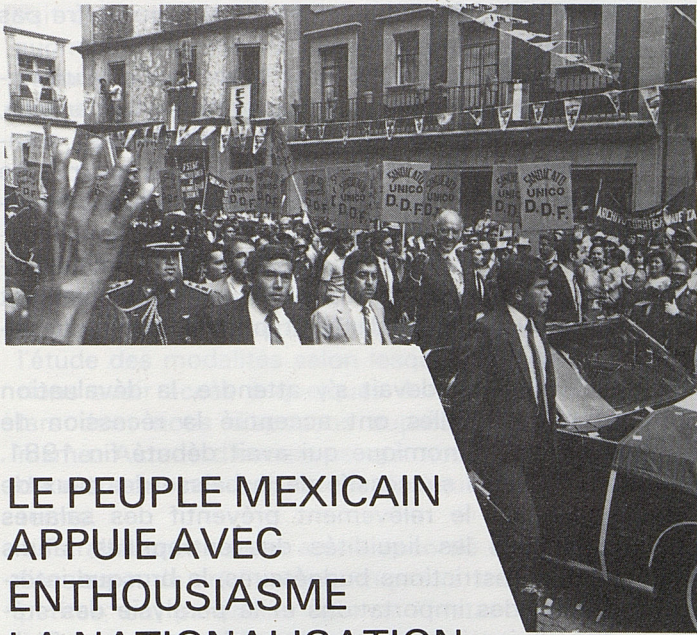
En ce qui concerne les exportations, le Mexique, de même que d'autres pays en développement, a eu à faire face à la profonde détérioration des cours d'un bon nombre de ses produits de base d'exportation traditionnelle. Tel a été le cas notamment, entre 1980 et 1981, du café en grains (dont la valeur unitaire d'exportation s'est abaissée de 16 %), du coton en branche (12 %) des minerais de cuivre ou blister (51 %), du

plomb affiné (25 %) et, bien entendu, de l'argent (75 %). Le dynamisme des revenus obtenus des ventes à l'étranger de produits primaires – qui représentent une proportion encore importante du total de l'exportation non-pétrolière (50,5 % en 1981) – en a été singulièrement affecté.

Par ailleurs, la recrudescence du protectionnisme sur les marchés des pays avancés – dont les achats ne sont plus aussi importants qu'auparavant – a occasionné la diminution sensible de nos exportations d'articles manufacturés, indépendamment du faible degré de compétitivité de ces derniers. Au surplus, la croissante demande du marché national n'a pas permis de disposer d'importants excédents exportables.

D'autre part, le ralentissement de l'activité économique mondiale et l'augmentation du chômage dans les pays avancés ont réduit leurs disponibilités monétaires. Cette situation s'est reflétée notamment dans le fléchissement du tourisme à l'échelon mondial. Le Mexique a été sévèrement touché par cette situation. Parallèlement, la concentration du revenu telle qu'elle existe au Mexique a favorisé une très rapide expansion des dépenses des touristes mexicains à l'étranger. Comparées à leur montant en 1976, ces dépenses ont augmenté de 220 %. Bien que la balance reste positive, son solde accuse une baisse de 900 millions de dollars.

Si nous n'avions eu à résoudre que ces problèmes, nous en serions venus à bout au prix d'un vigoureux effort. Par contre, ce dont nous n'avons pu triompher a été la perte de confiance en notre monnaie, fomentée aussi bien dans le pays qu'à l'étranger par ceux qui avaient la possibilité de manipuler l'opinion. Aux dollars destinés à payer nos importations, nos dettes et les intérêts correspondants, se sont ajoutés les dol-



LE PEUPLE MEXICAIN  
APPUIE AVEC  
ENTHOUSIASME  
LA NATIONALISATION  
DES BANQUES



lars que par habitude, insécurité ou avidité, nombre de mexicains, abusant de la liberté de change, thésaurisent ou confient à des banques étrangères ou déposent ici en comptes spéciaux libellés en dollars. A l'étranger, aussi bien que dans le pays même, la spéculation a pris son essor.

Selon les informations dont nous disposons, nous savons que les comptes en banque récemment ouverts par des mexicains à l'extérieur se montent, pour le moins, à 14 milliards de dollars. De surcroît, la valeur des propriétés urbaines et rurales de mexicains aux Etats-Unis serait de l'ordre de 25 milliards de dollars. Le paiement d'un acompte et du premier versement a motivé une fuite de devises évaluée à 8,5 milliards. Déjà grave, cette situation a encore empiré du fait qu'elle crée des obligations de paiement pour la liquidation de ces acquisitions. Les dépôts en dollars confiés aux banques mexicaines, les "mexdollars" alimentés à l'origine et en majeure partie par des sommes en pesos, sont de l'ordre de 12 milliards. Nous pouvons donc affirmer, sans exagération, qu'au cours des deux ou trois dernières années, 22 milliards de dollars au moins ont été soustraits à l'économie mexicaine ; et la dette privée non déclarée, correspondant à la liquidation d'hypothèques, au paiement de frais d'entretien et d'impôts, se monte à plus de 20 milliards de dollars qui s'ajoutent à la dette extérieure du pays. Ces montants augmentés des 12 milliards de mexdollars, soit 54 milliards de dollars, représentent la moitié de la totalité des obligations actuelles de tout le système bancaire mexicain et les deux tiers environ de la valeur de la dette publique et privée documentée du pays. Je puis ajouter encore que ces dernières années, les possédants mexicains ont investi aux Etats-Unis des sommes plus importantes que le montant de tous les investissements étrangers dans toute l'histoire du Mexique. Cet investissement des mexicains représente, en termes comptables, une valeur approximative de 11 milliards de dollars, dont 70 % pour la seule Amérique du Nord.

Vers la fin de 1981 et au début de 1982, les coûts ont subi l'impact de l'inflation tandis que, parallèlement, la dépense publique et le crédit extérieur prenaient une nouvelle dimension, nous enfermant dans un cercle vicieux où le glissement du peso a échappé à notre contrôle.

Le 17 février dernier, nous avons autorisé la Banque du Mexique à se retirer du marché des changes. La retentissante dévaluation de la monnaie a tragiquement interrompu un processus de

croissance dont notre histoire ne nous offre pas d'exemple.

Face à la dévaluation et à une conjoncture internationale de plus en plus sombre et incertaine, nous avons pris des mesures défensives : compression accrue des dépenses publiques ; remise en vigueur du contrôle des importations ; adoption, en ce qui concerne les prix et tarifs du secteur public, des mesures qu'exigeait l'assainissement des finances de l'Etat ; enfin, relèvement graduel des taux d'intérêt pour défendre l'épargne en pesos.

Comme on devait s'y attendre, la dévaluation et ses séquences ont accentué la récession de l'activité économique qui avait débuté fin 1981. Les impacts successifs de la baisse des taux de change et le relèvement préventif des salaires ont réduit les liquidités des entreprises tandis que les restrictions budgétaires, la brusque interruption des importations et la paralysie des crédits abaissaient sensiblement la demande. Et le processus s'est encore précipité du fait d'une réduction des crédits extérieurs. Au premier train des mesures de réajustement s'en est ajouté un second, au mois d'avril, encore plus rigoureux.

Mais la spéculation, qui nous avait déjà contraints à dévaluer une fois, demeurait insatiable. Parier contre le peso devint alors la meilleure des affaires.

Le 5 août dernier, le gouvernement de la République a institué un marché de changes dual au titre duquel les ressources apportées par le pétrole et les financements publics extérieurs sont utilisés pour payer le service de la dette et couvrir les importations prioritaires, tandis que les autres ressources sont soumises au libre jeu de l'offre et de la demande.

Mais les débiteurs étrangers firent savoir, pour leur part, que les crédits à court terme qui arriveraient à échéance en août et septembre ne seraient pas renouvelés, ce qui nous pose un problème non seulement de liquidités mais aussi de trésorerie.

Telle est la raison pour laquelle nous avons décidé de pousser plus avant les mesures arrêtées le 5 août pour sauvegarder nos réserves et la solvabilité du pays.

Sur le plan intérieur nous sommes ainsi convenus d'interdire le transfert à l'étranger des mexdollars déposés au Mexique et d'appliquer la loi monétaire afin qu'ils puissent être retirés en pesos au taux établi par la Banque du Mexique.

Sur le plan extérieur nous avons, après avoir exposé le problème de trésorerie auquel se trou-

vait confronté le Mexique, obtenu des dollars en augmentant le volume des ventes de pétrole déjà négociées avec les Etats-Unis ; les banques centrales des pays industrialisés nous ont consenti des prêts d'urgence assortis de conditions offrant des garanties suffisantes ; enfin, nous avons négocié avec succès des opérations de restructuration de la dette extérieure avec la communauté financière à laquelle nous appartenons. Nous avons ainsi entamé avec le Fonds Monétaire International une série d'entretiens consacrés à l'étude des modalités selon lesquelles nous pourrions avoir accès à quelques 4 milliards de dollars dont nous disposons auprès de cet organisme. Autant d'initiatives qui nous ont permis de résoudre nos problèmes de liquidités à court terme.

Parallèlement, nous avons accordé des facilités fiscales et de crédit aux entreprises, moyennes et petites en particulier qui, à l'instar de l'Etat, éprouvent des difficultés de trésorerie.

Parvenu à la situation extrême dont la crise actuelle est l'expression, le Mexique ne peut plus tolérer que la spéculation financière domine son économie. Cette crise menace déjà sérieusement la structure de production que nous sommes parvenus à mettre en place grâce à l'effort accompli

par tous les Mexicains. Nous ne pouvons continuer à courir le risque de voir nos ressources s'acheminer vers l'extérieur par les mêmes filières qui ont si puissamment contribué à créer la situation périlleuse dans laquelle nous nous trouvons. Ce sont là nos priorités urgentes.

Pour y faire face, j'ai promulgué deux décrets, l'un qui nationalise les banques privées du pays et l'autre qui établit le contrôle généralisé des changes. Nous avons été pillés mais le Mexique n'a pas succombé et on ne nous pillera plus.

En nationalisant les banques, nous en ôtons la concession aux particuliers pour faire relever directement ce service de la nation. Cette initiative s'accompagnera, bien entendu, du juste dédommagement économique des actionnaires, conformément aux dispositions légales applicables en l'espèce. Nous nous attacherons également avec un soin particulier à protéger la situation et les intérêts des déposants et clients des banques mexicaines. Les droits des travailleurs du système bancaire seront respectés. Les établissements bancaires continueront à fonctionner normalement. Leur gestion est seulement revenue entre les mains de celui qui en avait accordé la concession, à savoir l'Etat mexicain.

#### DECRET DE NATIONALISATION DES BANQUES PRIVEES

**ARTICLE PREMIER :** Seront expropriés en faveur de la Nation, pour cause d'utilité publique, les installations, édifices, mobiliers, équipements, actifs, caves, succursales, agences et bureaux qui sont la propriété des institutions privées de crédit, bénéficiaires d'une concession pour la prestation du service public de la banque et du crédit, ainsi que les investissements, actions ou participations en d'autres entreprises qui leur appartiennent, les droits et tous les autres meubles et immeubles, et ceci dans la mesure jugée nécessaire par le Ministère des Finances et du Crédit Public.

**ARTICLE II :** L'Exécutif Fédéral, à la suite de la remise des actions et coupons par les actionnaires des sociétés visées par l'Article I versera, par l'entremise du Ministère des Finances et du Crédit Public, les indemnités correspondantes, dans un délai qui ne devra pas excéder 10 ans.

**ARTICLE III :** Le Ministère des Finances et du Crédit Public et le cas échéant la Banque du Mexique, dûment assistés par les Ministères du Commerce et de l'Aménagement du Territoire et des Travaux Publics, prendront immédiatement possession des institutions de crédit expropriées, et des biens qui leur appartiennent, remplaçant les organes actuels d'administration et de direction, ainsi que les représentants des dites institutions auprès de toutes associations ou institutions ou organismes administratifs ou comités techniques, et prendront les dispositions nécessaires pour que les cadres moyens et

en général les employés des banques, conservent les droits dont ils jouissent actuellement et ne subissent aucun préjudice du fait de l'expropriation décrétée en ce jour.

**ARTICLE IV :** L'Exécutif Fédéral garantira le paiement de tous et de chacun des crédits que les institutions visées par le présent décret se sont engagées à verser.

**ARTICLE V :** Le numéraire et les valeurs qui sont la propriété des usagers du service public de la banque et du crédit, les coffres privés ainsi que les fonds et fidéicomis administrés par les banques et en général les biens meubles et immeubles qui ne sont pas la propriété ou la possession des institutions visées par l'Article I, ne sont pas sujets à l'expropriation. Sont également exclus de l'expropriation les institutions nationales de crédit, les organismes auxiliaires de crédit, la banque mixte, la Banque ouvrière, la City Bank N. A. ainsi que les bureaux des représentants d'organismes financiers étrangers et les succursales des banques étrangères de premier ordre.

**ARTICLE VI :** Le Ministère des Finances et du Crédit Public veillera, conformément à ses attributions, au fonctionnement normal du service public de la banque et du crédit. Ce service sera assuré sans aucune variation par les mêmes structures administratives transformées en branches de l'Administration Publique Fédérale, et qui seront désormais titulaires des concessions (1<sup>er</sup> septembre 1982).

# Les Mesures de Nationalisation du Secteur Bancaire

*leur portée, leur signification, leur mise en œuvre*

Déclaration de M. Carlos TELLO MACIAS  
Directeur de la Banque du Mexique

Le Directeur de la Banque du Mexique, M. Carlos Tello Macias, a communiqué à la presse, le 4 septembre dernier, un certain nombre de mesures complétant les dispositions sur la nationalisation de la banque. Il a précisé qu'il entendait expliquer et analyser les mesures relatives au taux de change, puis celles qui ont trait au taux d'intérêt.

## La politique du taux de change

A partir de ce jour, deux taux de change officiels auront cours sur le territoire national :

- (i) taux de change préférentiel, fixé à 50 pesos par dollar des Etats-Unis d'Amérique ;
- (ii) taux de change ordinaire, fixé à 70 pesos par dollar des Etats-Unis d'Amérique.

Le premier taux, c'est-à-dire le taux de change préférentiel, sera applicable pour toutes les importations de marchandises autorisées par le Ministère du Commerce.

La deuxième parité, soit le taux de change ordinaire fixé à 70 pesos par dollar, aura cours pour toutes les autres transactions de l'économie en devises, dans la mesure où les disponibilités en monnaies étrangères le permettront. En résumé, ces transactions sont les suivantes :

- (i) toute exportation de biens et services ;
- (ii) toute importation de services et notamment pour ce qui se rapporte au tourisme ;
- (iii) tous les règlements des intérêts et du principal correspondant à des dépôts en devises étrangères dans le système bancaire nationalisé, c'est-à-dire les dépôts que l'on désigne par le terme « mex-dollar ».

Le but de ces dispositions est clair. Il s'agit principalement d'encourager, entre autres choses, l'exportation de marchandises, de services touristiques et de transactions frontalières, qui sont toutes tellement importantes pour une croissance équilibrée de notre économie. En parallèle, outre les cours qui seront fixés, il s'agit de diminuer les dépenses effectuées à l'extérieur.

## La politique du taux d'intérêt

Le deuxième thème auquel je me suis référé au début traite des taux d'intérêt.

Leur évolution au cours des dernières années est sans précédent. Au début de l'année 1980, le taux d'intérêt moyen payé par les banques était de l'ordre de 17 % par an. Ils sont à l'heure actuelle de 44 %, soit deux fois et demi plus hauts. Si l'on ne considère que l'année 1982, ces taux ont augmenté de 12 points. A l'heure actuelle, le différentiel, c'est-à-dire ce qui revient à la banque, est de 18 points. Ainsi, alors que la marge proportionnelle entre ce qui est payé et ce qui est perçu était de 20 % au début de l'année 1980, elle est actuellement supérieure à 40 %.

La nationalisation du secteur bancaire et le contrôle des changes permettent de corriger cette situation absurde. Si bien que les taux que paiera le secteur bancaire pour les nouveaux dépôts commenceront à diminuer à partir du 6 septembre d'environ 2 % en moyenne par semaine, au cours des prochaines cinq semaines. Nous réexaminerons alors la situation. Il est important de souligner que les épargnants ayant établi des contrats à taux fixes avec les

banques bénéficieront du respect de leur placement et d'un taux d'intérêt inchangé. En revanche, à partir du 6 septembre, le taux d'intérêt payé aux personnes ayant un revenu modeste augmentera de 4,5 % à 20 %, pour les comptes d'épargne. Cette mesure répond à un principe de justice élémentaire.

En vertu de cet esprit de justice, nous avons également décidé de supprimer à partir du 6 septembre les commissions perçues par les banques pour les dépôts de comptes courants d'un montant inférieur à une limite donnée.

Dans le cas des intérêts que la banque touchera pour les crédits qu'elle accorde, on procédera plus rapidement que dans le cas des intérêts sur dépôts. Le but fondamental de cette disposition est, encore une fois, de réduire les coûts du secteur productif de l'économie, afin de freiner l'inflation. Comme on l'a déjà indiqué, la différence, aujourd'hui, entre ce que l'on perçoit et ce que l'on paye, est de près de 18 %. A partir de demain, cette différence sera réduite de 5 %, et elle s'amenuisera à mesure que baissera l'intérêt moyen sur les dépôts.

Au cours des mois suivants, nous procéderons à une étude approfondie des coûts réels que la banque doit amortir, afin de déterminer jusqu'à quel point il est possible de réduire cette différence, sans que les banques subissent une perte. Ceci permettra d'adopter des mesures de rationalisation qui sont urgentes : suppression de luxes inacceptables dans une société

## M. MIGUEL DE LA MADRID APPROUVE LA NATIONALISATION DE LA BANQUE

Dans une déclaration du 23 septembre 1982, M. Miguel de la Madrid, en sa qualité de Président élu, manifesta son approbation à la nationalisation de la banque, « mesure patriotique et révolutionnaire » qui « permettra à l'Etat d'accomplir plus efficacement sa fonction de réglementation et de développement de l'activité économique, dans le cadre du système d'économie mixte établi par la Constitution ».

Ces déclarations ont été données à la presse à l'occasion de l'initiative de loi présentée au Congrès par le Président Lopez Portillo, en vue de conférer un caractère constitutionnel à la nationalisation de la banque. M. Miguel de la Madrid ajouta que la nationalisation élevée au rang de précepte constitutionnel, garantira que les opérations bancaires seront réalisées « avec efficacité et avec la plus scrupuleuse honnêteté, en vue de sauvegarder les avoirs du peuple du Mexique et de les orienter dûment vers les domaines prioritaires du développement national ».

comme la nôtre et élimination de surenchères créées par une concurrence ne se traduisant pas par une plus grande efficacité. Cette étude permettra également d'établir des marges de rentabilité raisonnables. Sans mettre en péril, à moyen terme, la rentabilité de la banque nationalisée, les bénéfiques excédentaires, qui, auparavant, ont pu s'accumuler sur une large échelle, seront utilisés, au cours des mois à venir, en faveur des entreprises productives du pays.

En outre, de nouveaux taux d'intérêt pour les crédits hypothécaires entreront en vigueur à partir du 6 septembre. Pour tous les financements pour des logements d'intérêt social, un seul taux d'intérêt de 11 % annuel sera perçu, ce qui signifie une réduction de 23 % sur les intérêts perçus actuellement. Pour les autres crédits hypothécaires sur les logements de niveau moyen, les taux d'intérêt seront réduits de 10 %. Cette mesure répond à la priorité que le Gouvernement confère au logement.

### **Soustraire la politique économique à la tyrannie des marchés des capitaux**

Maintenant, grâce à la nationalisation de la banque et au contrôle des changes, nous pouvons « indexer » vers le bas et non plus seulement vers le haut, comme on le faisait jusqu'à ce jour. Ainsi le revenu réel de larges fractions de la population pourra être augmenté, on mettra fin aux abus et l'on favorisera une augmentation des investissements productifs.

Le Gouvernement n'a nullement l'intention de conserver les entreprises qui sont la propriété des banques. Les actions correspondantes seront mises en vente, au moment opportun, sur le marché des valeurs, afin de démocratiser la propriété dans le pays. Le montant de ces actions pourra même être utilisé pour indemniser les anciens actionnaires des banques. Il est à souhaiter que ceux qui exportèrent des devises, les ramènent au Mexique en achetant des entreprises productives.

L'Etat mexicain a pleinement respecté et continuera à respecter les droits fondamentaux des personnes reconnus par la Constitution politique du pays.

Les mesures récemment adoptées ont une grande importance, non seulement pour faire face aux problèmes conjoncturels, mais aussi de façon permanente. Ces mesures qui soulignent le pouvoir de décision de l'Etat en matière économique sont appuyées de manière inconditionnelle par le secteur ouvrier et par d'autres groupes majoritaires.

Le Mexique n'est pas le premier pays d'économie mixte qui ait adopté des mesures de cette nature. Nombre de nations industrialisées du monde occidental — l'Angleterre, la France, l'Italie, l'Espagne et même les Etats-Unis à l'époque de Franklin Roosevelt — ont adopté ces mesures à diverses périodes de leur histoire ; et, actuellement, le contrôle des changes existe, à des degrés divers, dans nombre de ces pays. Et dans un grand nombre de nations en développement, aussi différentes par leurs orientations que, par exemple, le Brésil et l'Inde, ce contrôle constitue l'un des points essentiels de l'appareil d'application de la politique économique. A mesure que les conditions financières dans le monde deviennent de plus en plus difficiles, la mise en œuvre du contrôle des changes est de plus en plus fréquente, en tant que mécanisme de défense face aux pressions spéculatives internationales.

L'Etat a renversé, de cette manière, le principal obstacle opposé à l'implantation d'une politique économique nationaliste. Le contrôle des changes permettra, à moyen terme, de soustraire la politique financière interne à la tyrannie du marché international de l'argent et des capitaux. Et ainsi, il deviendra possible d'attaquer à fond d'autres problèmes séculaires de l'économie mexicaine.

## **Deux Secrétaires d'Etat mexicains informent les Gouvernements européens de la portée des mesures de nationalisation**

Deux Secrétaires d'Etat aux Relations Extérieures du Mexique, mandatés par le Président Lopez Portillo, MM. Jorge Eduardo Navarrete et Manuel Tello Macias, se sont rendus en Europe pour donner des éclaircissements aux Gouvernements européens sur la portée et les perspectives des mesures de nationalisation des banques et de contrôle des changes. Le premier pays auquel ils ont rendu visite est la France. Au cours de la journée du 6 septembre, les deux Secrétaires d'Etat se sont entretenus avec M. Jacques Attali, Conseiller du Président François Mitterrand et par des représentants des Ministères des Relations Extérieures, de l'Economie et des Finances et du Commerce Extérieur, qui ont exprimé l'amicale compréhension du Gouvernement français pour les problèmes auxquels le Gouvernement mexicain est confronté, ainsi que la volonté de la France de poursuivre son étroite collaboration avec le Mexique.

Dans leurs exposés à leurs interlocuteurs européens, les deux envoyés spéciaux du Président du Mexique ont insisté particulièrement sur les points suivants :

La période 1977-1981 a été marquée par un rythme de croissance annuel moyen de 8 % en termes réels. Pendant la période envisagée, plus de 4 millions 250 milles emplois nouveaux ont été créés.

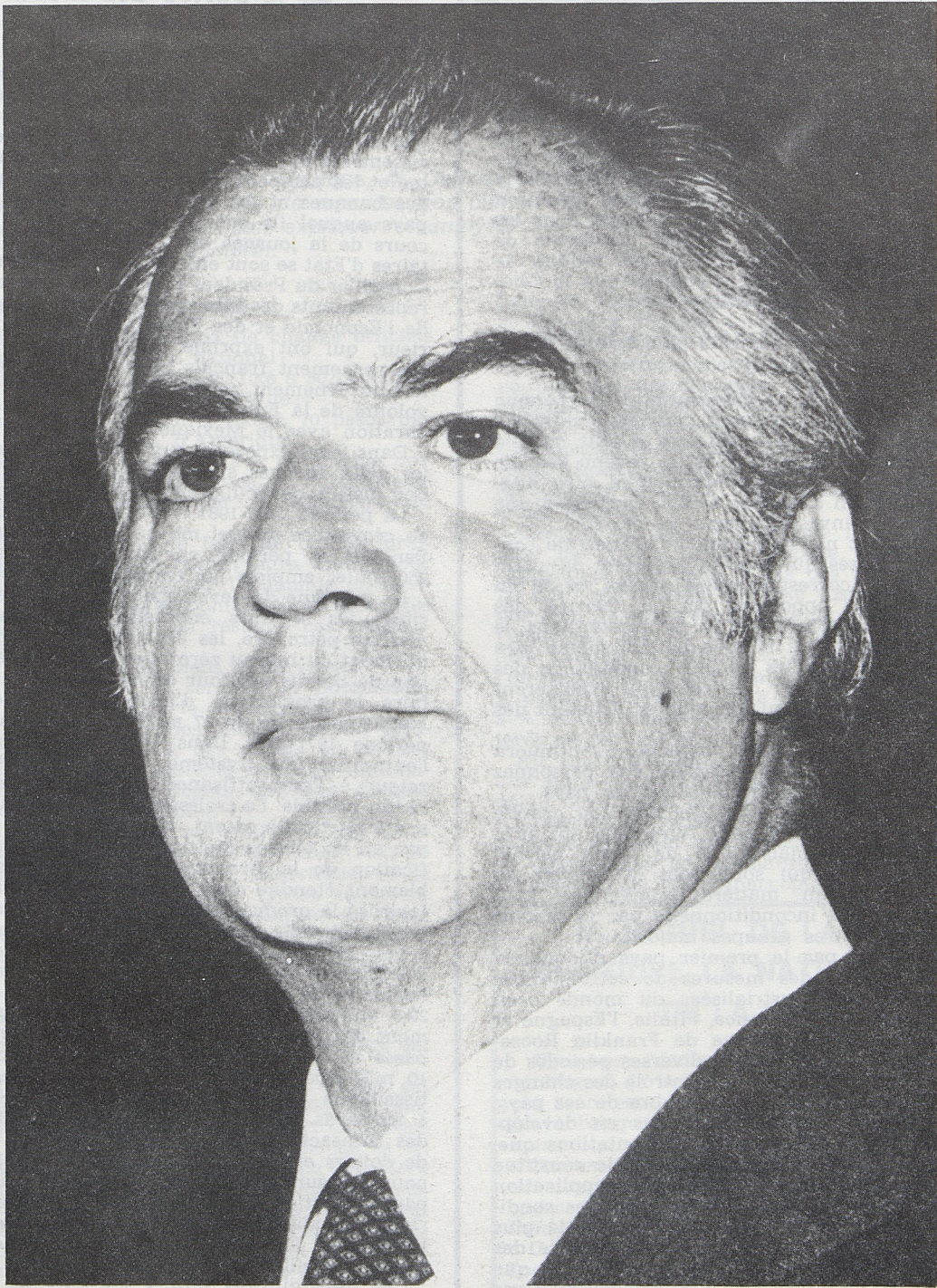
La politique de développement s'est fixée deux priorités : les secteurs énergétique et alimentaire. En matière pétrolière, les exportations ont débuté pratiquement au niveau zéro et se sont chiffrées à 1,5 million de barrils par jour en moyenne en 1982 ; pour ce faire le programme d'investissements de Petroleos Mexicanos a été de 27 milliards de dollars durant la période 1977-1981. Dans le secteur alimentaire, par l'entremise du Système Alimentaire Mexicain, le retour à l'autosuffisance alimentaire de base a été rendu possible. La croissance des activités industrielles a été particulièrement dynamique : soit près de 9 % par an en termes réels entre 1977 et 1981. La diversification de la structure industrielle s'est considérablement étendue dans le cadre traditionnel, ce qui a favorisé la production de biens d'utilisation finale par rapport à celle de biens intermédiaires et de capital.

Les augmentations en matière d'investissement, d'emploi et de production ont entraîné une croissance explosive de la demande d'importation, soit de 5,7 à 23,2 milliards de dollars entre 1977 et 1981. Le paiement des intérêts de la dette publique extérieure est passé de 1,5 à 5 milliards de dollars, pour atteindre 10 milliards en 1982 ; les règlements liés aux investissements étrangers directs sont passés de 0,785 à 4 milliards de dollars entre 1977 et 1981. Le déficit des transactions courantes est passé de 1,800 million de dollars en 1977, à 12 milliards en 1981. Les principaux facteurs qui ont accentué ce déficit sont, d'une part l'élévation des taux d'intérêt, extraordinairement rapide pendant les deux dernières années, et l'affaiblissement du prix et de la demande de pétrole à partir du milieu de l'année 1981.

Ces déséquilibres sont à l'origine de la fuite des capitaux et de la spéculation contre le peso, qui ont imposé, dès le mois de février 1982, l'adoption de premières mesures d'ajustement.

Mais, compte tenu de la persistance des phénomènes aigus de spéculation et de fuite des devises, le Gouvernement mexicain s'est vu contraint d'instituer, au mois d'août, un double marché des changes, puis de décréter, le 1<sup>er</sup> septembre, la nationalisation des banques et le contrôle des changes.

# A L'AUBE D'UN NOUVEAU SEXENNAT



Miguel de La Madrid Hurtado  
*Président Constitutionnel des Etats-Unis Mexicains*  
*pour la période du 1<sup>er</sup> décembre 1982*  
*au 1<sup>er</sup> décembre 1988*



## LE PRESIDENT MIGUEL DE LA MADRID HURTADO

*sa vie, sa carrière, ses activités.*

Miguel de la Madrid est né à Colima, capitale de l'Etat du même nom, le 12 décembre 1934. Son père, l'avocat Miguel de la Madrid Castro, décéda lorsque Miguel de la Madrid avait deux ans, et alors sa mère, Mme Alicia Hurtado de la Madrid se chargea de l'éducation de ses deux enfants, Miguel et Alicia

Dès ses premières années de formation scolaire, Miguel de la Madrid fut un élève très appliqué. Ses études réalisées à la Faculté de Droit de l'Université Nationale Autonome de Mexico furent déterminantes pour sa formation intellectuelle. Dans cette institution, il eut la chance d'avoir des professeurs renommés – entre eux l'actuel Président du Mexique, José López Portillo.

Pour obtenir la licence en Droit, octroyée avec Mention Honorifique, en 1957, Miguel de la Madrid présenta une thèse sur "La Pensée Economique de la Constitution de 1857".

La même année, 1957, il épousa Paloma Cordero-Tapia. La famille a cinq enfants : Margarita (étudiante de Tourisme), Miguel (Administration), Enrique (Droit), Federico (Baccalauréat) et Gerardo (Brevet).

En 1960 il est admis à la Banque de Mexico, institution qui lui octroya une bourse pour poursuivre des études supérieures à l'Université de Harvard, où il obtient le grade de Maîtrise en Administration.

Lorsqu'il était encore étudiant de la Faculté de Droit, Miguel de la Madrid commença à travailler, premièrement dans une étude d'avocats et par la suite à la Banque Nationale du Commerce Extérieur. Il participa notamment à divers projets concernant la Nationalisation des mines.

A son retour de l'Université de Harvard il occupa successivement les postes de Sous-Directeur Général de Crédit au Ministère des Finances et Crédit, et Sous-Directeur de Finances de la Compagnie Pétrolière Mexicaine (PEMEX). Par la suite, il retourna au Ministère des

Finances et du Crédit public, occupant les postes de Directeur Général de Crédit et, peu de temps après, de Sous-Secrétaire du même Ministère.

A partir du mois de mai de 1974, et jusqu'au mois d'octobre de 1981, il fut Ministre du Plan et du Budget, où il réalisa et dirigea l'élaboration du Plan Global de Développement.

Parallèlement à son action au service de l'Etat, Miguel de la Madrid a eu une intense activité académique comme professeur de Droit Constitutionnel à la Faculté de Droit de l'Université Nationale Autonome de Mexico. Cette institution publia son livre "Le Droit Constitutionnel" qui réunit ses essais sur le Droit Constitutionnel, l'Economie et la Politique, écrits entre 1962 et 1977.

Il donna des cours et des conférences sur des thèmes économiques et politiques à l'Institut de Droit Comparé, à la Faculté de Sciences Politiques et Sociales, au Centre d'Etudes Monétaires Latino-Américains, à l'Institut National d'Administration Publique, et dans d'autres institutions et associations académiques.

Miguel de la Madrid adhéra au Parti Révolutionnaire Institutionnel en 1963 à l'âge de 29 ans.

Il participa activement à plusieurs campagnes électorales et collabora aux travaux de l'Institut d'Etudes Politiques, Economiques et Sociales du PRI (IEPES).

Ainsi, le 11 octobre de 1981, la Convention Annuelle, le Parti Révolutionnaire Institutionnel a-t-elle désigné par unanimité M. Miguel de la Madrid comme Candidat à la Présidence de la République. Trois jours après, le 14 octobre, Miguel de la Madrid commença à Apatzongán (Michoacán), ville où fut promulguée la Constitution de 1814, et à Colima (Etat de Colima), sa ville natale, une intense campagne électorale qui aboutit, le 4 juillet 1982, à son élection à la Présidence de la République à une très large majorité.

*M. Miguel de la Madrid Hurtado, son épouse, et ses 5 enfants*



# LES ELECTIONS PRÉSIDENTIELLES ET LEGISLATIVES DE 1982 ONT ÉTÉ MARQUÉES PAR LA PLUS FORTE PARTICIPATION DE L'HISTOIRE DU MEXIQUE

Les élections du 4 juillet 1982 ont été suivies avec une particulière attention par les observateurs politiques du pays et de l'étranger, parce qu'elles constituaient les premières élections générales – présidentielles et législatives – qui se déroulaient en application des lois de Réforme Politique de 1977.

La très forte participation électorale constatée en juillet dernier démontre que la Réforme Politique a atteint son but, puisqu'elle avait précisément pour objet d'élargir les bases de la démocratie mexicaine.

Tout au long de la journée électorale, qui se déroula dans un calme parfait, de longues files d'attente stationnèrent devant les 50 438 bureaux de vote du pays (en moyenne un pour 656 électeurs). Sur un chiffre de 31 590 000 électeurs inscrits (soit 93,2 % du total des personnes en âge de voter), on a compté 23 592 999 votes exprimés, soit un pourcentage de 74,6 %. Lors de la précédente élection présidentielle, en juillet 1976, le nombre des suffrages exprimés s'élevait à 17 695 043 pour 25 913 215 inscrits, soit une participation de 68,3 %. Entre 1976 et 1982, le pourcentage des abstentions a baissé de 31,7 % à 25,4 % du total des électeurs inscrits.

Rien n'avait été négligé pour assurer l'authenticité du scrutin. Dans chacune des 300 circonscriptions électorales, le fonctionnement du scrutin fut contrôlé par un Comité Electoral composé de quatre commissaires désignés par tirage au sort par la Commission Fédérale Electorale, et d'un représentant de chacun des partis politiques qui présentaient des candidats. Des scrutateurs mandatés par les divers partis figuraient dans tous les bureaux de vote du pays. Au total près d'un million de personnes participèrent au dépouillement du scrutin, à titre de fonctionnaires électoraux ou de représentants des diverses formations politiques.

## Sept candidats dont une femme

La compétition pour la présidence de la République était particulièrement ouverte. Sept candidats y partici-

paient et une femme figurait parmi eux, pour la première fois dans l'Histoire du Mexique

M. Miguel de la Madrid Hurtado, candidat du PRI\*, et aussi de deux autres formations, le PARM et le PPS, fut élu avec 16 748 006 voix, soit 70,99 % des suffrages exprimés.

Les autres candidats avaient obtenu les résultats suivants :

- L'ingénieur Pablo Emilio MADERO, PAN : 3 700 045 voix (15,68 %) ;
- Arnaldo Martínez Verdugo, PSUM : 821 995 voix (3,48 %) ;
- Ignacio González Gollaz, PDM : 433 889 voix (1,85 %) ;
- Madame Rosario Ibarra de la Piedra, PRT : 416 448 voix (1,76 %) ;
- Cándido Díaz Cerecedo, PST : 342 005 voix (1,45 %) ;
- Manuel Moreno Sánchez, PSD : 48 413 voix (0,20 %).

## Les élections législatives

Miguel de la Madrid, proclamé Président élu le 9 septembre par la Chambre des Députés, fonctionnant en qualité de Collège Electoral, disposera d'une ample majorité dans les deux Chambres.

Les élections au Sénat (64 membres) ont, en effet, donné une très large majorité aux candidats du PRI, qui ont obtenu au total 14 584 929 voix, soit 70,10 % des suffrages exprimés.

En ce qui concerne la Chambre des Députés, le PRI l'a également emporté dans 299 circonscriptions sur 300, à la majorité simple, le PAN, ayant pour sa part, obtenu un siège. Les partis minoritaires seront néanmoins représentés à la Chambre, proportionnellement au nombre de voix obtenues par chacun d'entre-eux. En effet, la Réforme Politique de 1977 prévoit qu'aux côtés des 300 Députés élus dans les circonscriptions à la majorité simple, cent Députés dits "de partis" sont élus à la proportionnelle afin de permettre aux formations minoritaires – c'est-à-dire à celles qui ont obtenu moins de 60 sièges aux élections de circonscriptions d'être représentées au Parlement. La composition de la nouvelle Chambre des Députés est indiquée dans le tableau ci-dessous.

(\*) Voir signification des sigles page 25

CHAMBRE DES DEPUTES POUR 1982 - 1985					
Partis*	Nombre de voix	Pourcentage par rapport aux votes exprimés	Nombre de sièges		Total
			de circonscriptions	à la proportionnelle	
PRI	14 558 411	69,11	299	–	299
PAN	3 685 056	17,50	1	50	51
PPS	395 068	1,88	–	10	10
PARM	293 916	1,40	–	–	–
PDM	493 940	2,34	–	12	12
PSUM	923 572	4,38	–	17	17
PST	372 505	1,77	–	11	11
PRT	279 072	1,32	–	–	–
PSD	50 511	0,24	–	–	–
AUTRES	13 561	0,06	–	–	–
			300	100	400

# LES GRANDES ORIENTATIONS DU PROGRAMME DE MIGUEL DE LA MADRID

Les grandes lignes du programme de M. Miguel de la Madrid ont été expliquées à la population au cours d'une campagne électorale particulièrement active, conçue pour permettre au communication directe entre le candidat et les citoyens. Lorsqu'il fut désigné comme candidat par le Parti Révolutionnaire Institutionnel, Miguel de la Madrid a déclaré : "Je viens muni d'une idéologie ; mon programme sera le résultat de la consultation avec le peuple au cours de ma campagne".

De fait, le candidat a visité le pays entier, en contact étroit avec les organisations de base du PRI. Il a assisté à des meetings, à des réunions de travail, allant de village en village, s'entretenant avec des paysans, des instituteurs, des étudiants, des intellectuels, des industriels, des artisans...

Au cours de cette campagne, M. Miguel de la Madrid a parcouru 114 000 km, et il est entré en contact avec dix millions de Mexicains. On estime que plus d'un million de personnes ont assisté au meeting de clôture de la campagne électorale, sur le *Zocalo*, à Mexico, le 27 juin 1982. En outre, 95 % de la population environ a pu suivre le déroulement de la campagne grâce à l'utilisation très large des moyens de communication : presse, radio et télévision.

Le contact direct entre la population et le candidat a permis de recueillir les revendications et les opinions des citoyens, et d'enrichir ainsi le programme de M. Miguel de la Madrid.

Ces consultations ont montré que les problèmes les plus durement res-

sentis par la population sont la hausse des prix, la corruption, la centralisation excessive, les carences sociales et les contrastes trop accentués entre la classe aisée et les classes défavorisées.

## SEPT PRINCIPES POLITIQUES ESSENTIELS

Pour répondre aux desiderata de la population et aux problèmes socio-économiques du pays, M. Miguel de la Madrid a proposé un vaste programme de changement, fondé sur sept principes essentiels.

**Nationalisme révolutionnaire.** Retour aux sources et aux valeurs originales de la Révolution Mexicaine et au pacte social qui constitue la base de l'Etat et la garantie de l'indépendance nationale.

**Démocratisation intégrale.** Adoption d'un ensemble de mesures propres à développer la participation des citoyens à la vie politique, économique et culturelle.

**Société égalitaire.** Le futur gouvernement devra orienter l'économie, l'enseignement, la culture et les structures sociales en vue d'accroître les revenus des classes laborieuses, d'offrir aux enfants des chances égales et de combler ainsi l'écart entre les privilégiés et les classes défavorisées.

**Renouveau moral de la société.** Cet aspect du programme du Miguel de la Madrid est peut être le plus radicalement novateur. Il ne s'agit pas seulement de combattre la fraude et la corruption, mais de leur opposer un principe actif, une revalorisation des valeurs de solidarité sociale, de responsabilité, d'utilisation honnête et efficace des ressources publiques. En un mot, Miguel de la Madrid place à la base de son action politique, une renaissance des valeurs morales, une

(Suite de la page 24)

Une étude comparative des résultats des élections de 1982 et des élections législatives du 1<sup>er</sup> juillet 1979, montre que la PAN (droite modérée) a sensiblement progressé, obtenant cette année 17,50 % des suffrages, au lieu de 11,80 en 1979. Légers progrès également pour le PDM (droite), avec 2,34 % des suffrages exprimés au lieu de 2,26 % en 1979. Par contre le PSUM obtient, en pourcentage, des résultats inférieurs à ceux que le Parti Communiste seul avait obtenus en 1979 (4,38 % au lieu de 5,41 %).

Le PPS, le parti socialiste historique, est également en perte de vitesse (1,88 % au lieu de 3 %), ainsi que le PST, qui obtient cette année 1,77 % des votes au lieu de 2,40 %. Enfin trois formations tombent en dessous de 1,5 % des suffrages exprimés. Deux d'entre elles, le PARM (d'orientation nationaliste révolutionnaire, proche du PRI) et le PSD (social démocrate) perdent leur statut de parti politique en vertu de la LOPPE (Loi sur les Organisations Politiques et le Processus Electoral, votée en

1977) qui, dans son article 34, déclare que les formations ayant obtenues moins de 1,5 % des suffrages cessent de figurer au registre des partis politiques. Le même mesure ne frappe pas le PRT trotskiste, qui n'a cependant que 1,32 % des suffrages aux élections législatives, parce que son leader, Madame Rosaria Ibarra de la Piedra a recueilli 1,76 % des suffrages en tant que candidate à la présidence de la République.

(1) Signification des sigles des divers partis politiques. PRI : Parti Révolutionnaire Institutionnel (nationaliste révolutionnaire) ; PARM : Parti Authentique de la Révolution Mexicaine (même orientation) ; PPS : Parti Populaire Socialiste (Parti Socialiste fondé en 1948 par Lombardo Toledano) ; PAN : Parti d'Action Nationale (droite modérée) ; PSUM : Parti Socialiste Unifié Mexicain (formation née de la fusion du Parti Communiste et de 3 autres groupes de gauche) ; PDM : Parti Démocrate Mexicain (droite) ; PRT : Parti Révolutionnaire des Travailleurs (trotskiste) ; PST : Parti Socialiste des Travailleurs (Socialiste) ; PSD : Parti Social Démocrate (socialiste modéré).

réaffirmation de la primauté de l'intérêt collectif sur les égoïmes individuels.

**Décentralisation de la vie nationale.** Miguel de la Madrid se propose de développer très largement la décentralisation démographique et économique mise en œuvre par le Président sortant. Il importe de déplacer les centres de production et de décision, de les distribuer dans les divers Etats de la Fédération, en vue d'assurer un développement plus équilibré du pays.

**Politique de développement économique et de lutte contre l'inflation.** Les commissions mises en place pour préparer le programme du futur gouvernement en matière économique ont mis au point une série de mesures en vue de redresser la situation conjoncturelle, de résoudre les problèmes de structure de l'économie, d'assurer le développement et de combattre le chômage et l'inflation.

**Planification démocratique.** Ancien Ministre du Plan et du Budget qui, à ce titre présida à l'élaboration du Plan Global de Développement de l'administration sortante, Miguel de la Madrid estime que l'activité économique doit être soumise à une planification, établie avec la participation des représentants des secteurs intéressés. Ce plan destiné à réglementer l'action gouvernementale, permettra un travail ordonné et efficace, dans le respect des priorités nationales.

Miguel de la Madrid a maintes fois affirmé, dans ses discours et ses entrevues accordées à des journalistes, qu'il est pleinement conscient de la gravité des problèmes que son gouvernement devra affronter à court terme. Mais il estime que, compte tenu des ressources du territoire et des acquis des précédents sexennats, le Mexique dispose d'un énorme potentiel permettant de surmonter les difficultés actuelles du pays, de consolider sa position de puissance moyenne et d'accroître son importance dans le monde.

#### **RAVIVER L'ECONOMIE MONDIALE AU MOYEN D'UNE COOPERATION RATIONNELLE**

Abordant le problème des relations avec l'étranger, Miguel de la Madrid a déclaré à maintes reprises au cours

de sa campagne électorale que *"la politique extérieure du Mexique n'est pas une improvisation. Elle est le résultat de notre histoire"*. Les amères expériences et les souffrances du passé expliquent que le Mexique ait fondé sa politique extérieure sur quatre principes fondamentaux : la non intervention dans les affaires des autres peuples, le droit d'autodétermination des peuples, l'égalité souveraine des Etats, et la solution pacifique des conflits. Miguel de la Madrid a expliqué que les valeurs nationales du Mexique seraient menacées si l'on ne parvenait pas à préserver la paix et la sécurité internationale. *"Telle est la raison pour laquelle nous sommes partisans du désarmement et de la multiplication des zones dénucléarisées, personne ne gagnerait une guerre mondiale. Nous serions tous perdants"*.

Miguel de la Madrid a précisé en diverses occasions que telle est également la raison pour laquelle le Mexique est partisan d'un monde multipolaire. La bipolarité, qui prévaut depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, se traduit, en effet, par une volonté de puissance et par des interventions dans les affaires des autres peuples.

En outre, la menace et l'usage de la force s'opposent à une coopération qui, seule, pourrait permettre de résoudre la crise économique mondiale.

Miguel de la Madrid estime qu'une collaboration internationale doit s'établir dans les domaines de l'énergie, du commerce, de la production alimentaire et des affaires financières. Cette coopération est indispensable pour les nations industrialisées comme pour les nations en développement. S'il est exact que celles-ci, faute de capitaux, ne peuvent développer leur économie, elles se trouvent, de ce fait, dans l'incapacité d'acheter ce que les pays industrialisés produisent, et contribuent ainsi à appauvrir les nations riches. *"Pour cette raison - conclut Miguel de la Madrid - le nouvel ordre économique n'est nullement un exercice de philanthropie, mais une nécessité évidente qui nous concerne tous. L'économie mondiale ne pourra être ravivée qu'au moyen d'une coopération rationnelle. Ce qui souligne l'interdépendance des pays, et montre à quel point notre capacité de planification est conditionnée par la relance de l'économie mondiale"*.

---

#### **NOUVEL AMBASSADEUR DE FRANCE AU MEXIQUE**

Appelé à remplacer au poste d'Ambassadeur de France au Mexique M. Jean-René Bernard, arrivé au terme de sa mission, M. Bernard Bochet a présenté ses lettres de créance au Président José López Portillo, le 26 août 1982. Le nouvel Ambassadeur a déclaré à cette occasion, *"Ma mission ici consiste à renouveler et à approfondir les liens d'amitié. Dans des moments difficiles, comme ceux que traverse actuellement le Mexique, la volonté d'amitié et de coopération peut se manifester d'une façon plus réelle et plus importante"*. Le nouvel Ambassadeur a également souligné l'importance pour la France d'une coopération économique étroite et dynamique avec le Mexique.

---

#### **PREMIERE ENTREVUE ENTRE M. MIGUEL DE LA MADRID ET M. RONALD REAGAN**

Le 8 octobre dernier, a eu lieu la première rencontre entre M. Miguel de la Madrid Hurtado, président-élu du Mexique, et M. Ronald Reagan. Au cours d'une entrevue cordiale et franche à San Diego, en Californie, les deux hommes ont rappelé l'importance des relations entre leurs pays, et ont exprimé leur volonté de résoudre amicalement les différends existant entre ceux-ci. C'est ainsi que M. de la Madrid a observé que *"dans le monde interdépendant dans lequel nous vivons, la coopération internationale est nécessaire pour que les nations puissent résoudre efficacement leurs propres problèmes"*.

# La Conférence Mondiale de l'UNESCO

le discours de Fernando SOLANA MORALES,

Ministre de l'Éducation Publique

*La deuxième conférence mondiale sur les politiques culturelles de l'UNESCO s'est ouverte au palais des Beaux-Arts de Mexico, le 26 juillet 1982. Dans le discours inaugural prononcé à cette occasion, M. Fernando Solana Morales, ministre de l'Éducation Publique du Mexique, a proposé « de nouvelles idées pour orienter et consolider les politiques culturelles des pays ».*

En général, le triomphe de la production n'a pas impliqué le triomphe de l'homme. Dans les pays les plus riches d'Amérique et d'Europe près de 30 millions d'hommes sont en chômage. Dans les pays pauvres, plus de huit cents millions d'adultes sont analphabètes. Et la moitié des habitants du monde consomment moins d'aliments que n'en exige un régime alimentaire acceptable.

Les sociétés contemporaines vivent des contradictions inexplicables. Nous comprenons mieux les lois de l'évolution de la société mais nous sommes incapables d'arrêter la lutte des idéologies et de surmonter le recours à la violence.

Sur le plan international, les organismes internationaux ont multiplié leurs efforts au cours de ces dernières années pour trouver la voie menant à une véritable paix. Il y a eu néanmoins douze ans de conflits et de guerres et plus de cinq cents milliards de dollars par an sont dépensés en armement. Le progrès matériel qu'ont permis la science et la technologie n'a pas été accompagné d'un progrès éthique nous permettant d'atteindre une paix fondée sur la justice et l'acceptation de l'unité du genre humain. C'est là, me semble-t-il, la contradiction fondamentale de la culture contemporaine, sur laquelle nous sommes ici réunis pour dialoguer.

## IDENTITE ET PATRIMOINE CULTUREL

Chaque culture — de même que chaque vie humaine — représente un ensemble de valeurs, unique et irremplaçable. Et les traditions et les formes d'expression de chaque peuple constituent sa seule façon d'être présent dans le monde. C'est cette identité qui mobilise chaque peuple et chaque groupe, les incite à se nourrir de leur passé, à accueillir les apports externes compatibles avec leur idiosyncrasie et à perpétuer ainsi le processus de leur propre création.

Ces particularités ne représentent pas un obstacle mais plutôt un enrichissement de la communion dans les valeurs universelles qui nous unissent.

Tout ceci fait appel à une politique culturelle qui protège, stimule et enrichisse l'identité propre et le patrimoine culturel de chaque peuple; une politique culturelle qui assure le respect le plus absolu et la plus grande considération pour les minorités culturelles et les autres cultures du monde.

## DIMENSION CULTURELLE DU DEVELOPPEMENT

La dimension culturelle du développement est également un thème fondamental de notre conférence.

La croissance de l'humanité se poursuit à un rythme vertigineux. Il y a chaque année 90 millions d'individus de plus. Fournir à cette population pendant les 18 ans à venir nourriture, logement, écoles, hôpitaux, services et emploi représente une tâche gigantesque.

Procurer à tous les hommes l'opportunité de réaliser un destin véritablement humain suppose beaucoup plus : cela suppose l'ajustement de l'orientation du développement.

Un grand nombre de pays ont accepté, pendant plusieurs décennies, explicitement et implicitement, le modèle de développement suivi par les nations actuellement industrialisées. Un nombre chaque fois plus élevé de femmes et d'hommes désirent un modèle différent. Un monde, naturellement, où soient satisfaites, pour tous, les nécessités fondamentales mais dans lequel le but ne soit pas la production *per se*, ni le revenu ni la consommation *per se*, sinon le développement de l'être humain, son bien-être, sa possibilité de coexistence solidaire avec tous les peuples de l'univers, sa possibilité de réalisation totale — individuelle et collective — et la préservation de la nature.

Dans la pratique, cependant, on continue à identifier le développement avec la croissance économique.

Il est légitime de rechercher la croissance économique; et pour la majorité des pays, encore pauvres, c'est indispensable. Mais la croissance n'est qu'une partie du processus intégral du développement. Et pour que la croissance elle-même soit possible il est indispensable en premier lieu de former l'homme.

En formulant une politique culturelle nous devons être capables de sauvegarder le sens humain et profond du processus du développement, en procédant à redresser ses égarements et en éliminant ses mirages. Nous avons besoin de nouveaux modèles. Et c'est dans le cadre de la culture et de l'éducation que nous les trouverons.

## CULTURE ET LIBERTE

La culture est inséparable de la liberté. L'exercice d'une activité culturelle créative demande la liberté d'expression.

Le modèle idéal de liberté, pour lequel de nombreuses générations ont lutté, suppose une liberté restreinte uniquement par les impératifs de la nature, la liberté d'autrui et le bien-être collectif. Mais toute coexistence oblige à un ordre. Et c'est à cause des excès ou des défaillances de ceux qui sont responsables de cet ordre que, bien souvent, la liberté de l'homme fait naufrage.

Le dilemme apparent entre l'homme et la société ne peut être résolu par l'aliénation de l'homme dans la masse.

Nous sommes des être sociaux. Mais nous sommes aussi des individus. C'est dans la solidarité sociale, dans la société civile, dans la vie communautaire — et non pas dans la massification aliénante — que se trouve la solution à notre double caractéristique d'être individuels et d'être sociaux.

## CULTURE ET DEMOCRATIE

L'importance de démocratiser la culture a été confirmée à Venise, Helsinki, Bogota, Accra et Djakarta. Il ne s'agit pas seulement d'étendre l'accès aux biens culturels. Il s'agit surtout d'ouvrir de nouvelles voies à la démocratie politique en offrant à tous les mêmes opportunités dans les domaines de l'éducation et de la culture.

La création culturelle de grande qualité s'est concentrée traditionnellement dans les centres urbains importants. Autrefois, seuls les plus riches pouvaient en jouir entièrement.

Un programme de démocratisation de la culture oblige, en premier lieu, à décentraliser les sites de création et de jouissance des beaux-arts. Une politique culturelle démocratique permettra à toutes les communautés et à toute la population de jouir de l'excellence et de la création artistiques.

La demande de participation sociale et politique a secoué, il y a deux siècles, les institutions de tous les pays occidentaux. La demande de participation culturelle que nous observons aujourd'hui peut avoir des conséquences encore plus importantes. Nous sommes face à un phénomène nouveau dans l'histoire. L'incorporation croissante d'énormes masses à des formes d'expression civique et politique plus actives entraîne une revendication de leurs demandes culturelles. Tous, y compris les minorités linguistiques et ethniques de tradition ancienne ou les groupes populaires récemment constitués, souhaitent avec raison faire entendre leur voix, apporter leur contribution spécifique à la définition des objectifs culturels de leur communauté nationale et participer à leur réussite.

## EDUCATION ET CULTURE

Le point principal d'une nouvelle politique culturelle au sens large du terme, est de donner une grande impulsion à l'éducation. Une éducation capable de transmettre les valeurs et les usages de la culture elle-même mais qui, en même temps, stimule la créativité et la rénovation.

Il est évident qu'il ne suffit pas de fournir école et instituteur. Il faut aujourd'hui une éducation innovatrice qui, non seulement, informe et transmette, mais aussi qui forme et renouvelle. Il appartient à l'éducation d'humaniser l'histoire de nos pays en ces années cruciales que nous vivons.

## UNE POLITIQUE CULTURELLE QUI SAUVEGARDE L'ORIENTATION DE L'HOMME

Il n'y a, dans ce qui précède, ni idées ni mots nouveaux. Tout cela a été répété à plusieurs tribunes. Mais nous ne pouvons pas laisser passer l'occasion que nous offre l'UNESCO pour explorer de nouveaux chemins qui permettent aux pays ici réunis de réviser et renforcer leurs politiques culturelles de sorte que celles-ci aident nos contemporains à récupérer leur temps — notre temps — et à développer toutes les possibilités que la science, la technique, les communications et l'éducation modernes nous offrent.

Cette réunion est une réunion de réflexion. Nous ne sommes pas venus pour confronter des intérêts et des positions politiques, nous sommes venus chercher des consensus qui nous unissent,

Le peuple qui aujourd'hui vous reçoit est une société vigoureuse, mais en transition permanente, où se sont fusionnées plusieurs races et cultures et qui a appris — et continue d'apprendre — à respecter les minorités et à tolérer les antagonismes, à les comprendre et à les intégrer en une unité dynamique.

Le Mexique a mené traditionnellement une politique de respect de la souveraineté de toutes les nations et de l'autodétermination de tous les peuples, de non-intervention, d'égalité juridique des Etats, de solution pacifique des controverses et de coopération internationale.

Le Mexique a condamné invariablement le colonialisme et le racisme.

Au Mexique, le fondement de notre idéal démocratique et de notre esprit de solidarité internationale est lié à l'éducation, non seulement dans l'esprit mais aussi dans le texte même de la Constitution politique qui nous régit.

L'article 3 constitutionnel, qui établit les normes de l'action pédagogique, précise que l'éducation donnée par l'Etat « cherchera à développer harmonieusement toutes les facultés de l'être humain et encouragera en même temps l'amour de la patrie et la conscience de la solidarité internationale, dans l'indépendance et la justice ».

L'intime relation entre la démocratie et la culture est établie dans le même article qui signale que l'éducation « sera démocratique, en considérant la démocratie non seulement comme une structure juridique et un régime politique mais aussi comme un système de vie fondé sur l'amélioration constante économique, sociale et culturelle du peuple ».

Au cours des dernières années, le gouvernement du Président Lopez Portillo a réalisé un immense effort en faveur d'une relation plus juste et plus rationnelle entre les pays riches et les pays pauvres. La réunion des chefs d'Etat qui s'est tenue l'an dernier à Cancun a rouvert un dialogue qui s'était enlisé depuis longtemps.

Nous sommes convaincus au Mexique de la gravité des problèmes de caractère économique, social et politique qui affectent le monde actuel. Mais nous sommes également convaincus de l'immense capacité de l'homme contemporain pour résoudre ces problèmes.

Si notre destin est commun — et il l'est indiscutablement — nous nous trouvons face à un dilemme : le déclin ou le progrès vers un ordre de choses plus intelligent et plus juste.

Le respect de l'identité culturelle de chaque peuple, la tolérance et l'acceptation d'un destin commun, sont des points sur lesquels coïncident la grande majorité des cultures contemporaines. C'est pourquoi ils peuvent être les axes d'où partiront de nouvelles voies menant à la réflexion sur les problèmes du monde, à la coopération internationale et à l'élaboration de meilleures politiques culturelles.

C'est pour cela que nous nous réunissons. En deux semaines de travail nous devons et nous pouvons proposer des politiques culturelles qui élargissent les possibilités d'équité, de liberté et de démocratie de l'homme contemporain. Qu'elles protègent un développement dont la finalité soit l'homme en soi. Qu'elles stimulent la coopération internationale et renforcent la paix. Qu'elles mettent d'une façon plus ample, les moyens modernes de communication au service de la culture et de l'éducation. Et qu'elles confèrent à l'éducation — une éducation innovatrice — le rôle de promoteur du grand changement.

## MANUEL M. PONCE : aux origines du Nationalisme musical

par José Antonio ALCARAZ

A cause de la grande diffusion qu'à reçue la nébuleuse légendaire attachée à certains aspects lointains ou secondaires de sa personnalité, la figure de Manuel M. Ponce (1882-1948) doit être considérée dans une optique différente des habituelles, qui sont presque toujours d'origine sentimentale.

Au paternalisme bienveillant qui persiste à créer une image "angélique" de Ponce, il est indispensable de confronter la pratique de la recherche, ainsi qu'une activité directe dans des domaines très divers ; il est donc possible de rappeler au public, à la critique, aux interprètes que Ponce n'est pas seulement le créateur de charmants morceaux pour guitare ou pour piano, ni exclusivement l'auteur de chansons émotionnellement satisfaisantes. Il en existe d'autres : le Ponce symphonique ; le Ponce chercheur ; le Ponce critique.

Il est donc indispensable de signaler que c'est grâce à Ponce que la musique mexicaine de concert devient professionnelle, abandonnant l'empire de la fantaisie aux thèmes d'opéra, ou valse de salon et à son parent pauvre, le potpourri, un genre aussi facétieux qu'affectionné.

Otto Mayer-Serra explore, de façon particulièrement réussie, les origines de ces attitudes et activités de Ponce, également précieuses.

*"Le célèbre auteur d'Estrellita et des morceaux pour guitare qu'Andrés Segovia a fait connaître au monde entier est apparu à la limite de deux époques du Mexique moderne, aux orientations idéologiques diamétralement opposées. Pendant sa première jeunesse, Ponce a été témoin de l'apogée du régime de Porfirio Díaz, caractérisée par une domination étrangère sur la vie culturelle. Un premier voyage d'études en Europe, réalisé au début du siècle, l'a mis en contact avec les écoles nationales, en particulier celles d'Espagne et des pays scandinaves, et lui a fait comprendre l'importance décisive d'un chemin analogue pour la musique de son propre pays, où s'annonçaient les premiers signes d'une opposition esthétique aux normes culturelles de porfirisme, aussi bien dans la poésie que dans la peinture. Lorsqu'il composa ses premières chansons et rhapsodies mexicaines, une demie décennie avant la chute du régime dictatorial, il devint - quoique strictement sur le plan esthétique, par opposition à la génération suivante - le précurseur le plus éminent de la nouvelle idéologie musicale de la Révolution. Nous lui devons, en grande partie, aussi bien une orientation consciente vers la chanson populaire que le premier recueil systématique de celle-ci. Par son exemple, il a signalé aux générations ultérieures la nécessité de composer de la musique mexicaine."*

### Le Concerto pour piano

Une œuvre représentative de ces débuts, tels que les analyse Mayer Serra, ayant cependant une valeur propre, est le *Concerto pour piano*, apparu en 1910.

Plein d'exaltation romantique, le *Concerto pour piano* est une des manifestations les plus vigoureuses de la personnalité du jeune Ponce, qui se développerait tant au contact de la musique populaire dans ses expressions les plus pures et raffinées.

A la fois véhément et évocateur, le *Concerto pour piano* de Ponce enferme, dans l'expressivité marquée de son contexte, le désir, louable, d'utiliser ce que l'on appelle les "grandes formes". (Dans ce cas, la structure concertante, en accord avec les canons habituels du style romantique conventionnel de la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup>).

### LE FESTIVAL CERVANTINO DE GUANAJUATO

Le X<sup>e</sup> Festival Cervantino s'est déroulé à Guanajuato du 23 avril au 15 mai 1982, avec un éclat tout particulier.

Organisé pour la première fois voici dix ans pour perpétuer la tradition des représentations en plein air du Groupe Théâtral de l'Université de Guanajuato, le Festival est devenu — comme l'a souligné son directeur, M. Héctor Vasconcelos — une manifestation culturelle de renommée mondiale.

Un concert de l'Orchestre Philharmonique de la Ville de Mexico, dirigé par le Maître Fernando Lozano, marqua la première journée du Festival. Au programme, deux œuvres de Beethoven : *l'Ouverture de Leonor N° 3* et *la Neuvième Symphonie* avec chœurs. Le Groupe Théâtral de l'Université de Guanajuato, sous la direction d'Enrique Ruelas, présenta les traditionnels *Entremeses Cervantinos*.

L'Anthologie de la Zarzuela présentait, avec la participation d'artistes espagnols et mexicains, un programme lyrique typiquement hispanique et populaire, de très haute qualité.

La participation étrangère a été extrêmement importante. Le Théâtre Colon, de Buenos Aires, présentait *la Finta Giardiniera*, que Mozart composa à l'âge de 18 ans. On compte au total parmi les participants 5 orchestres philharmoniques, dont celui de Londres et celui d'Israël, dirigé par Leonard Bernstein. Sept ensembles de musique de chambre de divers pays participèrent également au Festival, ainsi que 16 compagnies théâtrales, parmi lesquelles il convient de mentionner particulièrement le Théâtre National de Grande-Bretagne, qui interpréta *Mesure pour Mesure*, de Shakespeare, le Théâtre de la Grèce du Nord, le Teatro Popular Napolitano et le Teatro Rustaveli, de l'URSS. Parmi les groupes de ballets, au nombre de 12, il convient de mentionner ceux du Japon et de Thaïlande, et surtout le Ballet de Boston qui, sous la direction de son danseur étoile, Rudolf Nureyev, donna une brillante interprétation chorégraphique du thème de Don Quichotte. La France fut représentée par le Ballet du XX<sup>e</sup> siècle de Maurice Béjart.

Le Festival s'acheva avec une très belle interprétation du *Fidelio* de Beethoven, réalisée par l'Orchestre Philharmonique de Dallas, sous la direction du Maestro mexicain Eduardo Mata.

## LE NOUVEAU MUSEE NATIONAL D'ART

Le Musée National d'Art a été inauguré le 23 juillet 1982 à Mexico par le Président José López Portillo. Ce nouveau musée a été établi dans l'ancien Palais des Communications, édifice aux lignes très classiques construit entre 1904 et 1911. Au cours de la cérémonie d'inauguration, M. Fernando Solana Morales, Ministre de l'Éducation Publique, unique orateur, a déclaré que le Musée National d'Art sera « une demeure ouverte à tous les vents de l'esprit à Mexico », et qu'il a pour objet d'offrir une vision générale de l'évolution de l'art au Mexique à travers les temps.

Le musée comporte 22 salles où seront offertes au regard du public environ 800 œuvres d'art appartenant à toutes les époques de l'histoire mexicaine : art préhispanique, art de la Nouvelle Espagne, peintures et sculptures du XIX<sup>e</sup> siècle.

## LE MEXIQUE HONORE GABRIEL GARCIA MARQUEZ

Par une coïncidence fortuite mais significative, le Mexique a rendu hommage au génie de Gabriel Garcia Marquez le 22 octobre, c'est-à-dire le lendemain même de l'attribution du Prix Nobel au grand écrivain colombien. En lui conférant l'Aigle Aztèque, la décoration la plus importante que puisse recevoir un étranger, le Ministre des Relations Extérieures, M. Jorge Castañeda, a déclaré que le Mexique voulait ainsi « resserrer et rendre permanent le lien qui unit à notre patrie cet écrivain illustre, cet homme irréprochable ». M. Castañeda a également observé qu'il « n'est pas fréquent, dans l'histoire des lettres ni dans l'existence quotidienne des gens, que naisse une identification si profonde, engageant de façon si permanente et riche les sentiments et la raison, avec une terre différente de celle qui nous vit naître ».

## LE PRIX ALFONSO REYES A JOSE LUIS MARTINEZ

Le Prix Alfonso Reyes a été attribué le 19 octobre dernier à M. José Luis Martínez, critique littéraire bien connu, actuellement directeur du *Fonds de Culture Economique*. Les lauréats du Prix Alfonso Reyes depuis sa fondation ont été MM. Marcel Bataillon, André Malraux, Jorge Guillén, Alejo Carpentier, Jorge Luis Borges, Carlos Fuentes, James Will Robb, Ernesto Mejia Sanchez et Jacques Soustelle.

L'œuvre importante suivante de sa production se trouve dans les *Estampes Nocturnes*. Dans l'intégration de cette composition convergent deux versants remarquables du catalogue de Ponce : d'esprit et de saveur romantiques, les *Estampes Nocturnes* (1912, rev. 1923), se rapprochent, de par leur chronologie et atmosphère, des directives des impressionnistes. Leur vocabulaire, ainsi que le traitement des éléments relèvent des deux aspects.

Mayer Serra reprend la parole pour décrire l'évolution de Ponce :

*"Dans la brillante virtuosité de son Concerto pour piano, dans l'émotion contenu de son Poème élégiaque pour orchestre, dans la complexité technique et expressive de ses innombrables morceaux et sonates pour piano, guitare et instruments à cordes, et dans ses chansons sur des textes de poètes russes, chinois et mexicains, la branche cosmopolite du Mexique romantique arrive simultanément à son apogée et à sa conclusion. Par cet abondant secteur de sa production, qui n'est pas basé sur des éléments populaires, Ponce se joint aux générations antérieures, dont nous disions qu'elles ont importé des techniques universelles. Leur signification pour le développement de l'art musical dans leur pays est indéniable, malgré le fait que leur musique n'exprime pas le caractère général ni la musicalité de leur peuple. Mais – quoique ses œuvres dans ce style soient très belles et réussies – si Ponce n'avait composé qu'elles, il n'occuperait pas la place qui lui revient dans l'histoire de la musique mexicaine. Avec une vision sûre (ou plutôt, avec un grand sens esthétique), il a capté en même temps l'autre tendance de la musique romantique du Mexique, qui était plus latente que représentative, qui n'avait pas encore été valorisée par le public, ni par les écrivains et historiens, ni même par les musiciens.*

*Cette autre tendance – le nationalisme – représente le Mexique dans la musique cultivée depuis la dernière époque de la Colonie. Elle se manifeste dans le théâtre, dans les danses et les musiques du pays, en tant que morceaux isolés pour les entr'actes, et se retrouve peut-être également dans certains traits particuliers de la polyphonie religieuse. Elle entre dans la musique pour piano et pour guitare à travers les arrangements du jarabe pour ces instruments.*

*Ce courant débouche, en ligne droite, sur les premiers morceaux mexicains de Manuel M. Ponce, non sans acquérir une nouvelle fonction esthétique."*

Dans un de ses versants fondamentaux, l'écriture de Ponce, tout au long de sa carrière, est imbue de la chanson populaire mexicaine. Un court inventaire démontre la véracité de cette assertion.

Cuiden su vida  
Estrellita et Mañanitas de  
Aguascalientes  
La Cucaracha et La Valentina  
El Durazno et Acuérdate de mí  
La Rancherita  
Marchita el alma

Ferial  
Concerto pour violon  
Chansons mexicaines pour piano  
Ballade mexicaine  
Berceuse pour piano  
Nocturne, dernier épisode du triptyque  
"Chapultepec"  
Premier instantané mexicain  
Troisième instantané mexicain

## Le Concerto du Sud

Si Ponce a trouvé des voies privilégiées pour son enviable don mélodique dans les petites formes-chanson (presque toujours strophique) ; œuvres de type rhapsodique pour piano seul ; morceaux pour guitare sans accompagnement, il faut souligner que le triptyque par lequel culmine la production du compositeur mexicain a des ambitions plus vastes, qui sont d'ailleurs pleinement satisfaisantes. Ce triptyque est composé de *Ferial* : "Divertissement symphonique" (1940), du *Concerto du Sud* pour guitare et orchestre (1941), et du *Concerto pour violon* (1943).

Le *Concerto du Sud* présente comme caractéristique centrale, une construction très différente de l'image sonore que l'on peut habituellement observer dans la musique de Ponce. Les larges contours horizontaux – généralement



effusifs – qui évoquent un romantisme chaleureux, sont remplacés ici par l'utilisation de petites unités, parfaitement en accord avec la grammaire choisie : les motifs musicaux sont courts, formés de quelques notes à peine. Dans l'utilisation qu'il en fait, ainsi que dans leur caractère et saveur espagnols, très épurés, le compositeur se révèle un maître, habile et complet, passé maître de toutes les ressources de son métier. L'aspect le plus intéressant de cette musique est donc, probablement, son aspect artisanal. Ponce a assumé avec clairvoyance ce qu'impliquait le fait de créer une œuvre dont le tracé se caractérise par la rigueur, la concision, la clarté et la netteté.

Cette habileté de Ponce pour produire des ambiances hispaniques, ainsi que pour manier des éléments ethniques – et pas seulement mexicains – est mis en évidence par Pablo Castellan, qui en parle dans les termes suivants :

*"A travers un brillant dépliement de ses connaissances folkloriques, ainsi qu'une profonde inspiration mélodique et des harmonies subtiles, Ponce a su profiter, dans sa Mazurka "alla Espagnola", de la curieuse similitude rythmique qui existe entre la Mazurka et la "soleá" gitane, pour créer une ambiance d'Andalousie, de "zapateado", de guitares et de "canto jondo", desquels ressortent les accents typiques de cette danse polonaise."*

### Le Concerto pour violon

Un cas très différent est celui du *Concerto pour violon*, dans lequel Ponce épure, manipule, souligne ou enrichit le matériel folklorique avec une telle pénétration et un tel pouvoir de filtration, que ce ne serait nullement une exagération que d'affirmer qu'il approche de solutions équivalentes, dans ses propres termes, à celles que l'on peut observer dans le *Concerto pour violon* (1937-38) de Bartók (1881-1945), en respectant évidemment les distances et les grandeurs respectives de ces deux compositeurs. L'utilisation de la même forme et du même genre rend possible une telle analogie proportionnelle.

Dans cette dernière partition concertante, Ponce va au contraire, encore plus loin qu'aurait pu le prévoir quelqu'un de ses exégèses sentimentaux, en donnant une place prédominante au combat entre l'ange et Jacob, à travers une auto-citation d'*Estrellita* (1912). L'inclusion de cette mélodie qui rendit célèbre le nom de Ponce (au point de lui rester attachée comme une tyrannique carte d'identité) acquiert dans ce contexte une fonction humoristique quoique voilée, très proche, pourrait-on dire, d'une certaine nostalgie parodique.

### Vers de nouvelles possibilités d'expression

Aujourd'hui, à l'occasion de son centenaire, les réussites fondamentales de Ponce et leurs répercussions continuent à le signaler comme une figure-clé pour l'évolution de l'écriture musicale au Mexique. Son importance est manifeste.

Cent ans après sa naissance, le solde est aussi positif que satisfaisant. L'on exalte la personnalité de Ponce comme l'une des richesses essentielles de la musique mexicaine. Un témoignage hors pair en serait ce qu'a écrit – à plusieurs générations de distance – le compositeur Julio Estrada (1943) : *"Ponce a assumé la responsabilité de respecter la tradition de la musique mexicaine pour emprunter et rendre possible un chemin vers de nouvelles possibilités d'expression, en conservant l'identité et non pas l'identique ; en cherchant les origines, au lieu de les nier ; en créant une histoire, au lieu de l'oublier."*

Avec Ponce, la musique mexicaine trouve son premier passage vers une voix totalement adulte ; plus encore, malgré son caractère et sa fonction de transition, c'est le compositeur qui trouve dans notre pays, pleinement et pour la première fois, les accents d'un langage lucide qui – pour reprendre une formule consacrée – part du national pour atteindre l'universel.

### L'EXPOSITION MEXIQUE D'HIER ET D'AUJOURD'HUI A MADRID ET A NEW-YORK

Après avoir connu un grand succès à Paris (au Petit Palais, du 13 novembre 1981 au 28 février 1982) avec 120.000 visiteurs, l'exposition "Mexique d'hier et d'aujourd'hui" a été présentée au Musée d'Archéologie de Madrid et au Musée d'Histoire Naturelle de New-York. Ces expositions, qui ne comportaient pas la sélection de peintures contemporaines qui accompagnaient, à Paris, l'éblouissante collection d'objets précolombiens du Templo Mayor récemment découvert à Mexico, ont néanmoins suscité beaucoup d'intérêt dans ces deux grandes capitales.

### EXPOSITION RODIN A MEXICO

Un des événements culturels les plus importants de l'année, à Mexico, a été la présentation, en mai et juin, d'une importante exposition d'œuvres d'Auguste Rodin, au Palais des Beaux-Arts de Mexico. Organisée par l'Institut des Beaux-Arts, le Fonds National pour Activités Sociales (Fonapas) et le Ministère des Relations Extérieures au Mexique, et par le Musée Rodin et le Ministère des Relations Extérieures en France, cette exposition a connu un succès spectaculaire auprès du public mexicain.

### LE PRIX "OLLIN YOLIZTLI" A JORGE GUILLEN

Le Prix "Ollin Yoliztli" pour 1982 a été décerné à l'insigne poète espagnol Jorge Guillén.

Ce prix, créé en 1979 à l'instigation de Madame Carmen Romano de López Portillo, a pour objet de stimuler la création littéraire en langue espagnole et de fortifier ces liens entre le Mexique et les autres pays de langue espagnole. Les deux premiers lauréats furent Octavio Paz et Jorge Luis Borges.

Jorge Guillén, né à Valladolid (Espagne) en 1893, est l'auteur de poèmes quelque peu hermétiques, d'une facture très classique. Le plus illustre, *Cántico*, publié en 1928 par la *Revista de Occidente*, a fait l'objet de nombreuses rééditions en Espagne et dans le monde latino-américain. Le poète se trouvant dans l'impossibilité d'effectuer le voyage, son fils, le Professeur Claudio Guillén, s'est rendu à Mexico pour recevoir le prix des mains du Président José López Portillo.

# LUIS BUÑUEL : LA MORALE DU DESIR ET LA REPRESENTATION

par Carlos MONSIVÁIS

La séquence des mendiants dans *Viridiana*. Au cours du cambriolage d'une résidence, un groupe de parias reproduit, sans le savoir, le tableau familial et religieux par antonomase : *La Dernière Cène*, de Leonardo da Vinci. Les réactions se multiplient. Quelle réponse méritent l'irrévérence et le sacrilège ? S'agit-il d'une religiosité exemplaire mais hétérodoxe ? Existe-t-il un *athéisme chrétien* ? La blasphème est-il préférable à la tiédeur ? Le metteur en scène exerce-t-il sa "vocation pour le scandale", ou le scandale réside-t-il dans l'innocente mise en scène de notre rigidité et de notre vaine orthodoxie ?

Aujourd'hui, Buñuel étant devenu un cliché de la critique internationale et l'étude de son œuvre une industrie, il est difficile de croire à l'indignation dévote ou à l'anticléricalisme ronflant qui ont accueilli *Viridiana* au début des années soixante. Le succès de *La voix lactée* et de *Cet obscur objet du désir* a conféré au cinéma buñuelien le prestige douteux d'un culte pour gens instruits. (En plus, ni le cléricalisme ni ses adversaires ne sont les mêmes. Le premier s'est considérablement politisé, et s'inquiète plus de la subversion que du blasphème). Mais le débat casuistique s'étant épuisé, *Viridiana* reste toujours un splendide récit cinématographique, une histoire qui abonde en symboles et en réalités intransmissibles.

Il serait également difficile de comprendre, de nos jours, le désarroi et l'indignation de ceux qui, en 1929, contemplèrent les 17 minutes d'*Un chien andalou*. Breton, un jour, avouait à Buñuel : "Cher ami, plus personne ne se scandalise de rien" et, dans ce sens-là, *Viridiana* fut peut-être le dernier scandale public de Buñuel. (*L'ange exterminateur* est autre chose, un cas exégétique,

l'impossibilité pour un million de traducteurs de symboles de se mettre d'accord.) Encore une fois, les "provocations" de Buñuel ne sont qu'une petite partie d'un processus par lequel le Buñuel profane agresse le Buñuel sacralisé. Si bien la provocation s'est convertie en culture, la capacité narrative ne s'est jamais laissée emprisonner par le symbole.

Plus de cinquante ans après son premier film, l'œuvre de Luis Buñuel a dépassé sa portée initiale en acquérant une portée définitive : le *buñuelien*, espace de possessions et d'obsessions. A travers toute cette période, les interprétations changent et disparaissent, les exégèses s'accumulent, et les grands films de Buñuel conservent leur splendeur changeante et perdurable. Quoique l'on puisse avoir des raisons très différentes pour être passionné par *L'âge d'or*, la fascination persiste. Notre vision de la pauvreté a beaucoup changé, mais *Los olvidados* continue à nous éblouir. Une première provocation peut s'atténuer, ou son pouvoir devenir culturel (Buñuel se plaint, à propos d'*Un chien andalou*, de "Cette multitude imbécile qui a trouvé beau et poétique ce qui, au fond, n'est qu'un appel désespéré et passionné au meurtre"), mais sa foule de visions demeure avec nous. D'un commun accord, Buñuel et Salvador Dali ont décidé d'éliminer d'*Un chien andalou* "toute suite dans le récit, toute association logique". De nos jours, la suite logique se dessine de toutes façons, puisque le spectateur est prévenu des intentions et associations surréalistes. Ce que l'on contemplait, auparavant, avec stupeur – de *L'âge d'or* à *L'ange exterminateur* – est maintenant métaphore, culture indispensable. Ce qui demeure, c'est le plaisir narratif. Le reste est exégèse.

Des personnages  
et des images  
d'une force  
perdurable :

NAZARIN  
1958



## Les éléphants sont contagieux

Freud. Le surréalisme. La critique marxiste de la bourgeoisie. La formation jésuitique. La transgression de la norme. Tout commence avec les surréalistes qui battent leur jeune mère, découvrent la contagiosité des éléphants, vous informent que si vous lisez André Gide à voix haute pendant dix minutes vous aurez mauvaise haleine, tiennent pour certain que tout ce qui est écrit n'est que saleté (Artaud), affichent leur "prédilection pour les fantômes, les sorcières, l'occultisme, la magie, le vice, les rêves, les folies, les passions, le folklore vrai ou inventé, la mythologie (lire les mystifications), les utopies sociales ou autres, les voyages réels ou imaginaires, le bric-à-brac des merveilles, les aventures et coutumes des peuples sauvages et, en général, pour tout ce qui échappe aux normes rigides, et pour tout lieu qu'a trouvé la beauté pour s'identifier avec l'esprit". Ils descendent d'Aloysius Bertrand et de Pétrus Borel, de Nerval et des romantiques allemands, de Baudelaire et de Lautréamont, de Rimbaud et d'Alfred Jarry. Ils croient à la libération de l'esprit, aux images et au ton surnaturel de l'écrit.

Ils désirent ardemment récupérer le rêve des mains des astrologues, des devins ou prophètes ; ils veulent coloniser le nouveau continent du cinéma, reprendre Patmos, île des prophéties finales, pour la poésie ou la révolution.

*Un chien andalou* établit une hiérarchie différente de celle qu'avait si bien réussie le cinéma comique : l'abolition de la domination aristotélicienne à travers une sorte d'écriture automatique. L'effet de l'œil coupé perdure : instant d'autonomie quand l'image, renonçant à se justifier, accède à un nouvel ordre visuel, dans lequel l'interprétation tue ou appauvrit. (C'est pourquoi se servir de la psychanalyse pour expliquer le cinéma constitue un autre, énorme acte gratuit.) Le héros désire embrasser la femme, et il en est empêché par de longues cordes liées ou par des courges, et par 2 séminaristes et un piano à queue sur lequel sont placés deux seins putrescents. Voilà la réalisation de l'idée annoncée par Dali : il faut systématiser la confusion et contribuer au discrédit total du monde de la réalité. *Un chien andalou* exprime le seul acte de foi du surréalisme, l'omnipotence de l'instinct, et il met en pratique l'idée de Breton : le sommeil et la veille sont deux vases communicants dans lesquels se manifeste une seule force, le désir. Il n'y a pas d'opposition entre le sommeil et l'action, le rêve et la destruction.

*L'âge d'or* est un instant définitif dans le processus de libération de l'image. *L'âge d'or* détruit, rompt, fend une conscience bourgeoise et une sensibilité du dix-neuvième siècle ; il nie les attaches de la volonté, oppose à l'instinct de répression l'impulsion d'agir, de recommencer, sans s'attarder sur les conventions antérieures, les notions acceptées de la réalité, les façons courtoises de s'arranger avec le délire. Le rêve est la terre ferme qui certifie la vérité essentielle des images. Le rêve ajoute, également, de nouvelles terres à la logique, et montre que ses limitations et angoisses dérivent de sa foi en l'école inévitable des faits ; il prouve que la conscience bourgeoise s'est trompée en séparant les lois du monde extérieur de celles du monde intérieur. Novalis avait raison : l'analogie entre l'âme et l'univers rend possible l'aventure lyrique. Si bien les romantiques allemands ont étendu le champ des sensations grâce à leur capture du monde onirique, *L'âge d'or* étend le champ de nos rébellions entrevues jusqu'à la possibilité visuelle de les entreprendre.

Mais ce n'est pas là une décharge cathartique, sinon une suspension du jugement. La haine de l'autorité (ecclésiastique, civile et militaire) la rend cohérente, organise sa cohérence interne, gouverne nos préjugés, et nous laisse face à face avec la beauté du défi.



Quand il arrive au Mexique, Luis Buñuel semble s'éloigner de sa légende et travaille sur des films dont on ne peut défendre, aujourd'hui, que la moquerie souterraine qui leur est attribuée : *Grand Casino* et *El gran calavera*. Mais en 1950 il tourne *Los olvidados*, chef-d'œuvre qui surpasse facilement la fin déclamatoire imposée par la censure, qui met en évidence les conditions psychologiques et sociales de la misère, qui crée des

personnages et des images d'une force perdurable, et qui conjugue les classiques espagnols avec les provocations surréalistes. Le registre change, et l'état de veille se révèle un espace traversé par l'inconscient, mais soumis, en apparence aux syllogismes de l'ordre.

"Pour moi", déclarait Buñuel, "le sentimental est immoral. Je déteste la dulcification du caractère des pauvres". Il ajoute au cinéma mexicain une dimension : l'intensité morale, une fermeté narrative qui (sans les servir inconditionnellement) se penche sur ses propres obsessions. L'influence de Buñuel est énorme mais non pas assimilable, car sa formation culturelle et son passé héroïque lui permettent de croire aux autres fonctions du cinéma (poétiques, morales, libératrices), dans une période de commercialisme déchaîné. Il n'est pas un naturaliste, ni un peintre de mœurs, ni un esclave du box-office ; et s'il échoue (ce qui est le cas pour *Suzanne la perverse*, *La fille du mensonge*, *Une femme sans amour*, *L'enjôleuse*, *Les Hauts de Hurlevent*), ce n'est pas pour avoir cédé à des critères de divertissement, mais à cause d'insuffisances narratives. Son attitude est exceptionnelle. Dans le cinéma mexicain de cette époque-là, seul Alejandro Galindo dans *Une famille entre autres* et dans *Doña Perfecta* partage son indignation devant la répression morale et sexuelle. Mais Galindo n'introduit pas d'éléments poétiques dans le récit et son penchant vers la peinture de mœurs constitue une limitation expressive. Buñuel, dans ses films significatifs, entremêle la narration linéaire avec l'audace culturelle, la critique avec la trouvaille poétique : *On a volé un tram*, *La vie criminelle d'Archibald de la Cruz*, *Nazarin*, *Simon du désert*. Et cette potentialité se réalise pleinement dans les chefs-d'œuvre : *Los olvidados*, *El Viridiana*, *L'ange exterminateur*.

En ce qui concerne la période mexicaine, les chefs-d'œuvre indiscutables sont *Los olvidados*, *El* et *L'ange exterminateur*. Descriptions d'une vie qui, pour atteindre l'essentiel, touche au fond et nous révèle une réalité brutale, sans merci, injuste. L'horreur de la pauvreté, la dégradation de la folie, l'affolement des métaphores circulaires. Le rêve arrive à sa culmination et le cauchemar devient, tout simplement, l'incapacité de cesser d'être ce que l'on est. Le spectateur est confronté à la révélation des conséquences de la pauvreté, à la dramatisation d'un document clinique, à un conte de fées sur l'éternelle fin de la bourgeoisie. Il se trouve également devant un autre espace, celui des visions définitives de la dégradation, de l'hypocrisie, de l'extermination que comporte tout élan vers la survie. El Jaibo dans *Los olvidados*, le respectable Chevalier de Colomb dans *El*, la délicate soirée qui se dégrade progressivement dans *L'ange exterminateur* sont les incarnations ultimes d'un ton narratif qui transcende les symboles et les interprétations et qui nous fournit, toujours, l'immense plaisir d'un récit dont nous devons trouver la morale à nos risques et périls.

## La morale et son créateur

Qu'est-ce que la morale bourgeoise ? Buñuel ne nous le dit pas : il nous le démontre avec un ressentiment ironique. Il ne "dénonce" pas, au sens judiciaire ; il montre les visions masturbatrices qui sont à la base des bonnes consciences. Entre les répétitions et les éclaircissements, Buñuel localise un centre de conflits : l'oppression de l'éthique judéo-chrétienne sur son terrain idéal, la société capitaliste. Dans *El*, la volonté de possession d'un bourgeois catholique se réduit et s'amplifie pathologiquement ; dans *Viridiana*, la charité ridiculise cruellement la pauvreté ; dans *L'ange exterminateur*, la vie sociale se condense de façon angoissante en un récit qui va au-delà de toute interprétation et dont la meilleure exégèse est la description. A contre-courant toujours, s'y infiltrent le pouvoir et l'asservissement de l'érotisme.

# PRÉSENCE DU MEXIQUE EN FRANCE

## Une année de culture mexicaine en France

Cette année a été particulièrement fructueuse pour la diffusion en France de la culture mexicaine. L'importante exposition "Mexique d'hier et d'aujourd'hui" (voir notre numéro précédent) a connu un grand succès lors de sa présentation au Petit Palais, jusqu'au 28 février.

### LES PERSPECTIVES DU TOURISME MEXICAIN

#### une conférence de presse de Madame Rosa Luz Alegria

Les perspectives du tourisme mexicain dans les nouvelles conditions créées par les variations du taux de change et la législation sur le contrôle des changes : tel était le thème traité par le Dr Rosa Luz Alegria, Ministre du Tourisme, au cours d'une conférence de presse organisée le 20 octobre dernier dans les salons de l'Hôtel Méridien à Paris, par la Délégation du Tourisme Mexicain en Europe, sous la direction de M. Arturo García Formenti.

Le séjour à Paris de Madame Rosa Luz Alegria constituait la seconde étape d'un voyage, qui débuta aux Etats-Unis et qui, après le départ de Paris, se poursuivit par une visite en Allemagne Fédérale. Madame Rosa Luz Alegria a précisé que ce voyage avait pour objet de combattre la campagne de dénigrement dont le tourisme mexicain est actuellement victime.

En présence d'une quarantaine de correspondants de la presse mexicaine et représentants des agences de presse internationales et des journaux français, la Ministre a fait savoir que le tourisme, en dépit d'une certaine baisse de ses recettes, reste la deuxième activité du Mexique, en tant que source de devises étrangères, et la première au point de vue de la création d'emplois. Se fondant sur un document publié par l'Union des Banques Suisses sur le niveau des prix de détail dans les 47 villes les plus importantes du monde, au cours du premier semestre 1982,

Madame Rosa Luz Alegria a démontré que la ville de Mexico, en dépit des hausses de prix constatées à cette époque, se situait, à cet égard, au quarante-septième et dernier rang, les trois villes les plus onéreuses étant Tokyo, Abu Dhabi et Oslo, et les villes de New York et Paris se situant respectivement au treizième et au vingt-septième rang. La baisse du taux du *peso* intervenue depuis lors ne peut qu'accentuer ce décalage au bénéfice des touristes étrangers.

La Ministre a souligné que les touristes et agences de voyages qui avaient quelques motifs de plainte pouvaient, s'adresser aux bureaux du Procureur Général des Consommateurs, cet organisme ayant pour mission de veiller au respect des contrats et à l'observance des prix fixés.

Madame Rosa Luz Alegria a cité un certain nombre de mesures destinées à promouvoir le tourisme, actuellement étudiées par la présente administration et par la commission chargée d'établir les plans de la future administration en matière touristique. Certaines de ces mesures ont pour objet d'accélérer les formalités que doivent remplir les touristes étrangers. D'autres mesures favorisent le tourisme social, le voyage récréatif étant considéré comme un droit des classes laborieuses. Des prix promotionnels sont envisagés pour les voyages en avion au cours des mois de faible activité touristique : mai, juin, septembre et octobre.

### Arts plastiques

Parallèlement, le Centre Culturel du Mexique présentait une exposition consacrée aux artistes mexicains ayant travaillé à l'atelier de Clot, Bramsen et Georges, à Paris, avec des œuvres de José Luis Cuevas, Alberto Gironella, Pedro Coronel, Juan Soriano et Francisco Toledo, entre autres (du 7 au 13 février). Entre février et juillet, le Centre présentait également des expositions d'œuvres de Leopoldo Méndez, Carlos Nakatani, Saúl Kaminer et Luis Zárate, ainsi qu'une exposition consacrée à Macondo, en honneur de Gabriel García Márquez, et des photographies du représentant du Mexique à l'UNESCO, l'Ambassadeur Victor Flores Olea. Nous signalons également l'exposition du peintre mexicain Abel Cantú à la Galerie C. Ratié, du 1<sup>er</sup> au 24 juillet.

La Maison du Mexique, à la Cité Universitaire de Paris, présentait entre-temps diverses expositions collectives consacrées à des peintres mexicains vivant à Paris.

La rentrée de cet automne a été riche en manifestations culturelles mexicaines. Il y a eu d'abord, à l'Ecole d'Architecture de Paris Conflans, du 8 au 25 octobre, une exposition portant sur "l'architecture mexicaine à travers les siècles". Composée de dessins et de photographies, elle sera également présentée à l'Ecole d'Architecture de Montpellier, au cours des mois de novembre et décembre.

A la Biennale de Paris (Grand Palais, 10 octobre - 14 novembre), le Mexique a été représenté par des peintures d'Oliviero Hinojosa, des peintures et sérigraphies de Carlos Aguirre sur le thème de la Révolution mexicaine, des photos de Pablo Ortiz Monasterio, un spectacle vidéo de Pola Weiss, et un court-métrage d'Ernesto Alvarez.

Le Mexiquorain (Grand Palais, du 22 octobre au 1<sup>er</sup> novembre), avec des



Le Centre Culturel présentait entre autres artistes, Francisco Toledo. A gauche : son toro echado (taureau étendu) huile sur toile. 102 à 125 cm 1978

peintures de Gunther Gerzso, présentées par la Galería de Arte Mexicano, de Mexico. Parallèlement, le Centre Culturel du Mexique a offert un cocktail en l'honneur de Gerzso, le 26 octobre.

Finalement, le Mexique a participé au Salon d'Automne au Grand Palais, du 5 au 30 novembre, dans plusieurs domaines de la création artistique. Ainsi, il y a eu une exposition consacrée à Pedro Ramírez Vázquez, l'architecte qui a réalisé, entre autres œuvres célèbres, le Musée d'Anthropologie de Mexico. La peinture mexicaine y a été représentée par Carlos Nakatani et Guadalupe Sereno, et la tapisserie d'art par María Carmen Hernández.

Le Centre Culturel a connu lui aussi, une activité intense cet automne avec, premièrement, une exposition de gravures anciennes illustrant, de façon parfois inattendue, le Mexique vu par l'Europe du XVI<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles. Prêtées par M. Rodolfo Stavenhagen, elles ont été exposées du 7 au 24 septembre. Le 14 septembre, le Centre a présenté un récital du chanteur chilien Angel Parra, en hommage à Salvador Allende, renversé par un coup d'état militaire 9 ans auparavant. A cette occasion, il a également projeté le film de José Mariá Berzosa "Monsieur le Président". Le Centre a ensuite présenté une exposition de gravures et de sérigraphies intitulée "Rencontre de textes", de Carlos

Aguirre, du 28 septembre au 27 octobre.

Il faut également signaler diverses expositions à Paris d'artistes mexicains, tel que José Zúñiga (au C.R.O.U.S. de Paris, du 3 au 25 novembre), et José Quessada (à la Galerie Drouant, du 4 au 20 novembre, ainsi que de divers artistes ayant présenté leurs œuvres à la Maison du Mexique.

#### Musique et danse

Le Mexique a célébré cette année le centenaire du compositeur Manuel M. Ponce (1882-1948), reconnu comme le créateur d'une musique "classique" spécifiquement mexicaine, dans la période qui suivit la Révolution de 1910 (voir notre article à la p. 29). Cet événement a été largement célébré au Mexique, et a été marqué en France par une série de concerts en son honneur, en particulier celui du guitariste mexicain José Luis Villagómez à la Salle Pleyel, le 10 mars, et par quatre récitals de guitare à l'église de Saint-Julien-le-Pauvre du 6 au 11 mai.

La présence musicale du Mexique a également été assurée par la célèbre chanteuse populaire Lola Beltrán à l'Olympia, le 23 juin, et a été brillamment enrichie par le violoniste mexicain Henryk Szeryng, qui a aussi rendu hommage à Manuel M. Ponce lors de son récital à l'Ambassade, le 24 juin.

En ce qui concerne la danse, il faut noter la présentation au Théâtre de la Ville, du 3 au 10 mai, du Ballet-Teatro del Espacio, ainsi que les nombreuses présentations du Ballet Folklorique de la Maison du Mexique, à travers toute la France. Celui-ci a dignement représenté le Mexique, en particulier, lors du Festival International du Folklore qui a eu lieu à Dijon, du 2 au 9 septembre.

#### Cinéma et théâtre

Le cinéma mexicain a été largement diffusé en France cette année, surtout par le Centre Culturel du Mexique à Paris et par la Maison du Mexique, à la Cité Universitaire de Paris, dans le cadre de son Ciné Club hebdomadaire. C'est ainsi qu'ont été diffusés de nombreux films du cinéma classique mexicain, mais aussi des films nouveaux, tels que ceux de Nicolás Echeverría (*Poetas campesinos*, *Teshuinada : Semana Santa Tarahumara*), et le film qui gagna, en 1981, le Grand prix du Festival de Biarritz : *Mojado Power*, d'Alfonso Arau.

Le Mexique a également participé au Festival International de Cinéma du Tiers Monde, qui a eu lieu à Paris, Argenteuil et Elancourt du 5 au 23 mars, avec un cycle consacré à Emilio Fernández, réalisateur de films classiques comme *María Candelaria*, *Flor Silvestre*, *Río Escondido*, etc.

Mais l'événement le plus important de l'année a sans doute été l'hommage à Luis Buñuel, organisé par le Centre Culturel du Mexique et Radio-France Internationale, en collaboration avec le Centre Georges Pompidou, et le Festival d'Automne. Cet hommage au grand cinéaste a été présenté du 2 au 20 novembre, dans plusieurs locaux. Il a été composé de manifestations très diverses, touchant à divers aspects du surréalisme depuis le plus sérieux, avec

l'exposition de documents, tables-rondes et débats, jusqu'au plus comique, avec l'accueil à la gare d'Austerlitz en provenance d'Espagne, le 2 novembre, d'un Buñuel en cire, inhabituellement silencieux. Il y était accompagné par ses deux sœurs, en chair et en os cette fois-ci, ainsi que par son fils Juan ; les trois ont d'ailleurs participé activement aux diverses activités qui ont composé cet hommage (voir le détail ci-dessous).

– Semaine du Mexique à la Mairie d'Orsay (15-22 février)

– Semaine du Mexique à Bordeaux (16-24 avril)

– Semaine du Mexique à Bondy (28 mai - 6 juin)

– Quinzaine du Mexique à Berck-sur-Mer (18 septembre - 2 octobre)

– Quinzaine du Mexique à Cherbourg (29 octobre - 17 novembre) organisée par l'Association Nationale de l'Amitié Franco-Mexicaine, avec la participation de l'Ambassade du Mexique.

Le Mexique a aussi participé cette année au XIV<sup>e</sup> Festival International de la Peinture de Cagnes-sur-Mer (2 juillet - 30 septembre). Il y a été représenté par des œuvres de Carlos Nakatani, Saúl Kaminer, Remigio Valdés de Hoyos, Luis Zárate et Cristina Rubalcava, qui a gagné la 3<sup>e</sup> palette d'or du Festival.

A cela il faudrait ajouter l'importante exposition du peintre mexicain Manul Felguérez à Antibes, au Musée du Bastion Saint-André (25 septembre - 25 octobre).

Le Centre Culturel a également organisé en province plusieurs expositions de peinture, notamment à Faugères, à Caen, à Toulouse et à Vannes.

### Activités en province

Les services culturels de l'Ambassade ont continué, cette année, à intensifier leurs activités en province, coïncidant ainsi avec les orientations du Gouvernement français en matière de décentralisation de la vie culturelle en France. C'est ainsi que l'Ambassade a pu coopérer avec les autorités municipales de plusieurs villes de la province pour organiser conjointement des Semaines ou Quinzaines du Mexique. Celles-ci comprenaient généralement des expositions de peinture, d'artisanat et de photo, des

concerts et des spectacles de danse (réalisés notamment par le Ballet folklorique de la Maison du Mexique), des projections de films mexicains et de documentaires sur le Mexique, et des conférences. Cette formule a connu un grand succès, illustrant divers aspects de la culture mexicaine d'une façon cohérente et succincte dans les locaux facilement accessibles. Citons quelques vues de ces manifestations :

– Quinzaine mexicaine au Chesnay (7 au 22 janvier)

### JOURNEES LUIS BUÑUEL

#### — Mardi 2 novembre :

Gare d'Austerlitz, 9 h : Accueil, sur le quai, de Luis Buñuel et de sa sœur Conchita.

Centre Culturel du Mexique, 18 h : Vernissage de l'exposition : photographies, documents et livres sur l'œuvre et la vie de Buñuel.

#### — Jeudi 4 novembre :

Centre culturel du Mexique, 18 h : Projection de la Petite confession filmée de Luis Buñuel, interview de Jean-Claude Carrière et Monique Lefèvre (1981). Durée : 20 minutes.

#### — Lundi 8 novembre :

Centre Georges-Pompidou : Exposition dans le foyer du 4 au 8 novembre.

17 h : Antodafé, procession, des tambours de Calanda.

17 h 30 : Projection du film : « Les tambours de Calanda », de Juan Luis Buñuel.

17 h 50 : Lecture de poèmes de Luis Buñuel, par Pierre Clementi.

18 h : Dialogue : Robert Benayoun et Alberto Gironella.

#### — Mardi 9 novembre :

Centre Culturel du Mexique, 18 h : Divagations sur Buñuel par Roman Gubern, professeur de théorie et histoire de l'image.

Témoignages sur Luis Buñuel.

Projection de films.

#### — Mercredi 10 novembre :

Centre Georges-Pompidou : 20 h 30 :

Table ronde avec la participation de : Stéphane Audran, Julien Bertheau, Roman Gubern, Angela Molina, Marcel Oms, Armand Pieral, Francisco Rabal, Fernando Rey, Serge Silberman et Monica Vitti.

#### — Vendredi 12 novembre :

Centre Georges-Pompidou : 20 h 30 : Table ronde avec la participation de : Jean-Claude Carrière, Maurice Drouzy, Ado Kyrrou, Pierre Lary, Suzanne Durremberger, Edmond Richard, Antonio Saura et Carlos Saura.

#### — Mardi 16 novembre :

Centre Culturel du Mexique, 17 h 30 : Projection du film inédit de Denise R. Tual : « Luis Buñuel. Portrait-Souvenirs surréalistes ».

#### — Mercredi 17 novembre :

Bibliothèque Espagnole : 18 h 30 : Les oublis de la mémoire de Buñuel révélés par Emilio Sanz de Soto, avec la projection du film de Jean-Claude Carrière.

#### — Jeudi 18 novembre :

Centre Culturel du Mexique : 18 h : Projection du film : « Un cinéaste de notre temps, Luis Buñuel, de Robert Valay (1964). Durée : 44 minutes.

#### — Du 1<sup>er</sup> au 14 décembre :

Cinémas Pagode et Balzac : Rétrospective de l'œuvre cinématographique de Buñuel.

### Activités diverses

L'année a débuté avec une série de conférence autour de l'exposition "Mexique d'hier et d'aujourd'hui" présentées par d'éminents savants comme Jacques Soustelle, Joaquín Galarza, Eric Taladoiri, Gaston Diehl, Paul Tolstoy et Efraín Castro.

Un autre événement important a été organisé par le Centre Culturel : ce fut les "Journées Alejo Carpentier" (26 avril - 6 mai). Le Centre a présenté à cette occasion une exposition de livres et de documents, ainsi qu'un film sur la jeunesse de l'écrivain à la Havane et plusieurs documentaires et interviews. Le Centre Georges Pompidou y a participé avec une lecture de textes et une table-ronde consacrée à la vie et à l'œuvre du grand écrivain cubain. La Compagnie Renaud-Barrault y a également participé, avec une évocation de l'écrivain par Jean-Louis Barrault et des lectures de textes par des membres de la Compagnie.

Il y a eu ensuite des "Journées mexicaines" organisées par l'Académie Diplomatique Internationale de Paris (25-26 mai). Ces journées ont été marquées par des conférences de Jacques Soustelle, Jesús García Ruiz et Daniel Dultzin, ainsi que par la projection de plusieurs films mexicains.

# PUBLICATIONS RÉCEMMENT PARUES

## UNE CERTAINE PARENTE

par Carlos FUENTES

Roman, traduit de l'espagnol par Céline Zins  
Editions Gallimard

DU MONDE ENTIER

CARLOS FUENTES

## Une certaine parenté

ROMAN  
TRADUIT DE L'ESPAGNOL  
PAR CÉLINE ZINS



nrf

GALLIMARD

Le titre de ce roman, publié en 1980, qui sort cette année en version française, s'éclaire grâce au titre en espagnol : *Una familia lejana*. Une lointaine famille retrouvée ou inventée à la faveur d'un jeu. Partout où ils vont, l'archéologue mexicain Hugo Heredia et son fils Victor s'amuse à rechercher leurs homonymes. Le Victor Heredia dont ils font la connaissance à Paris est un étrange personnage qui se prétend descendant d'une famille de La Havane enrichie par de louches trafics, la traite et la contrebande. Ce viel Heredia est-il l'homonyme, le lointain parent ou le double du jeune Victor, pour lequel il manifeste un étrange intérêt ? L'histoire des Heredia est narrée par un vieil aristocrate français, le Comte de Branly. L'Amérique Latine vue à travers le prisme déformant d'une mé-

moire française ; une France de style "Belle époque" vue par des yeux latino-américains. Jeux de miroirs alternés, dans un univers où le quotidien dérape insensiblement vers le fantastique, où des personnages réels, le romancier lui-même, ses amis, et d'autres protagonistes, à peine dissimulés par une fausse identité, côtoient des personnages imaginaires. Chaque être chemine avec son double à ses côtés, comme l'Indien Chamula avec son *chulel*. Chaque destin humain comporte des variantes et d'autres conclusions possibles. Tout ceci n'est peut-être qu'un jeu, un piège subtil tendu au lecteur, de plus en plus passionné à chaque page par la solution de l'énigme. Une recherche où l'imagination se brûle, s'égaré dans un horizon de points d'interrogation.

## ALTAFORTE

(poésie, fiction, essai)  
N° 7 - Printemps 82

Cette vaillante revue bilingue publiée à Paris par un groupe de jeunes poètes latino-américains, avec le concours du Centre National des Lettres, comporte à son sommaire de l'automne 82 de remarquables poèmes de Jorge Eduardo Eielson et d'Armando Rojas, traduits par Claude Couffon. Dans ce cahier figure également un texte français, un poème en prose de Jacques Roubaud, traduit en Espagnol par le poète mexicain Antonio Santisteban. Signalons encore un conte d'une grande densité, de Fernando Aínsa, sur un thème paysan. Le cahier s'achève par une table ronde sur la poésie latino-américaine, à laquelle ont participé Antonio Santisteban, René Zapata et Armando Rojas. Tous les participants ont souligné l'exceptionnelle vitalité de la littérature latino-américaine contemporaine, et se sont rangés à l'avis d'Armando Rojas, qui préfère au "poème intellectuel", une "poésie d'inspiration dont la magie originelle n'a pas été blessée par la technique".

Les articles contenus dans cette publication engagent la seule responsabilité de leurs auteurs ; la reproduction partielle ou intégrale de ces textes et des informations, reste autorisée à condition qu'en soit indiquée la provenance.

## L'ALPHEE Numéro 7

Cahier de  
littérature mexicaine

## L'ALPHEE

Cahier de Littérature



Numéro 7

Marie-Laure David • Anne Serre  
Gildas Labey • Max Henri-Vidot  
Christian G. Guez-Ricord

### MEXIQUE

Carlos Fuentes • Octavio Paz  
Jean-Claude Masson • Juan José Arreola  
Juan Rulfo • Ulalume Gonzales de Leon  
Salvador Elizondo • Rosario Castellanos  
Juan García Ponce • Elena Poniatowska

NOTES DE LECTURE  
ET CRITIQUES

Un excellent choix de textes d'auteurs mexicains contemporains nous est offert, dans ce cahier, par Jean-Claude Masson, afin "d'offrir un reflet de l'extraordinaire moisson de poèmes, romans, nouvelles et textes de tout genre qui paraissent chaque jour au Mexique". Au sommaire, un poème d'Octavio Paz et un essai du même auteur sur "l'écriture du simultané", un brillant essai de Carlos Fuentes sur le thème "Don Quichotte et Don Juan" un récit de Juan José Arreola, un texte de Juan García Ponce et trois poèmes d'Ulalume González de León. Rosario Castellanos est présente dans ce cahier grâce à une nouvelle où se reflète, non sans une pointe d'humour, toute la tristesse des destinées communes. A noter quelques pages, d'une fine sensibilité, d'Elena Poniatowska, deux textes d'inspiration fantastique de Salvador Elizondo et une admirable nouvelle de Juan Rulfo ; "Luvina".

Le directeur de la publication : Jaime Garcia Amarel, Attaché Culturel  
Dépôt légal en 1982 (4<sup>e</sup> trimestre)  
Imprimé par INTERPRIM - Tél. : 843.68.64

